



Centre
pour le dialogue
humanitaire



*Empowered lives.
Resilient nations.*

La montée de l'insécurité transfrontalière

Ce que disent 800 sahéliens

Rapport National Burkina Faso

*Études des perceptions des facteurs d'insécurité
et d'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel*

**Ces études des perceptions ont été réalisées
par le Centre pour le dialogue humanitaire**

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation. Pour plus d'information : www.hdcentre.org

Clause de non-responsabilité

Les points de vue exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs, et ne représentent ni n'engagent la responsabilité du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

UNE RECHERCHE « ÉPIQUE, ATYPIQUE ET STRATÉGIQUE »

Ce projet d'étude des perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans les régions transfrontalières du Sahel a représenté une opportunité unique d'entreprendre une recherche d'envergure et innovante à un niveau régional sur des thèmes mondialisés tels que la violence armée, la radicalisation, le jihadisme et la sécurité. L'ouverture caractérisant l'esprit de ce projet et le choix d'écouter les populations, de traiter leurs perceptions et représentations donnaient l'orientation générale, généreuse et ambitieuse. Nous ne savons en général que fort peu ou sinon rien sur la manière dont les populations les plus exposées perçoivent et traitent la violence armée, l'extrémisme, l'insécurité. En effet, il existe un paradigme dominant s'agissant de ces questions généralement vues de manière descendante (*top-down*) par les institutions nationales et internationales, privilégiant l'approche politiste, sécuritaire, policière et militaire du radicalisme violent d'inspiration religieuse.

Si les perceptions et les représentations ne sont pas des restitutions forcément précises de la réalité, elles concourent à en esquisser l'épaisseur, l'intensité, la granularité, le bruit, la tonalité, le contraste. On pense que le plus souvent ce qui est *perçu* est une distorsion, une vision exagérée de ce qui est effectivement *vécu* ; mais l'écart-type du vécu-perçu peut également se traduire de manière inverse, par une restitution atténuée et filtrée. Nos enquêté(e)s s'expriment le plus souvent avec sobriété quand il faut en venir à décrire les malheurs et le danger mortel qu'ils ont endurés. Ce que disent 800 Sahéliens laisse entrevoir une rationalité en acte de la part d'individus-agents en situation de précarité, souffrance et vulnérabilité – dont il y a beaucoup à apprendre en termes de résistance et de résilience.

Les lecteurs de ces rapports, issus d'une recherche socio-anthropologique inscrite dans une approche humanitaire, doivent prendre en compte, outre la difficulté et la dangerosité, la dimension expérimentale de cette enquête menée en parallèle dans huit pays de l'espace sahélien : cette coupe à la fois large et profonde, opérée dans un temps très court, a permis de repérer et signaler des axes d'action et de réflexion jusque-là ignorés ou sous-évalués, des pistes de recherche fécondes, des réseaux latents et solidaires à mobiliser. Il conviendra de poursuivre ce travail exploratoire.

En l'espace de cinq à huit jours, 59 enquêteurs ont parcouru aller-retour près de 24'000 kilomètres pour sillonner les zones frontalières reliant le Sénégal à la Mauritanie et au Mali, celles communes au Mali, au Burkina et au Niger, ainsi que celles des pays du lac Tchad, à savoir le Nigeria, le Cameroun et le Tchad. L'enquête par questionnaire a été en mesure de recueillir les réponses de 698 personnes au total, réparties sur huit pays du Sahel, avec par ordre décroissant, 147 personnes au Mali (représentant 21% de l'échantillon régional) ; 120 au Nigeria (17%) ; 100 au Niger (14%) ; 88 en Mauritanie (12%) ; 74 au Sénégal (10%) ; 71 au Tchad (10%) ; 60 au Burkina-Faso (8%) et 38 au Cameroun (5%). Des entretiens complémentaires et approfondis ont en outre touché plus d'une cinquantaine de personnes dans le cadre de consultations annexes.

Les équipes ont pu identifier 80 personnes ressources conviées par la suite à rejoindre Abuja, Bamako, Dakar, N'Djaména, Niamey, Nouakchott, Ouagadougou et Yaoundé pour confronter et échanger leurs perceptions des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leurs zones frontalières respectives. Des entretiens ont également été organisés, dans la mesure du possible, avec des « sympathisants » ou « repentis » des groupes armés. Enfin, des consultants nationaux et internationaux ont été sollicités pour produire des études de cas et des éclairages conceptuels complémentaires.

La mise en place d'équipes composées uniquement de chercheurs et enquêteurs universitaires nationaux, l'organisation et la mise en œuvre de l'enquête de terrain simultanément dans huit pays, l'impératif de faire suivre un protocole de sécurité et de communication pour l'ensemble des enquêteurs disséminés dans des zones transfrontalières de conflit, la venue de personnes ressources dans les capitales ont représenté un défi considérable : il a fallu constamment réajuster la planification aux divers aléas et contraintes administratifs (autorisations, coordination avec les autorités), politiques

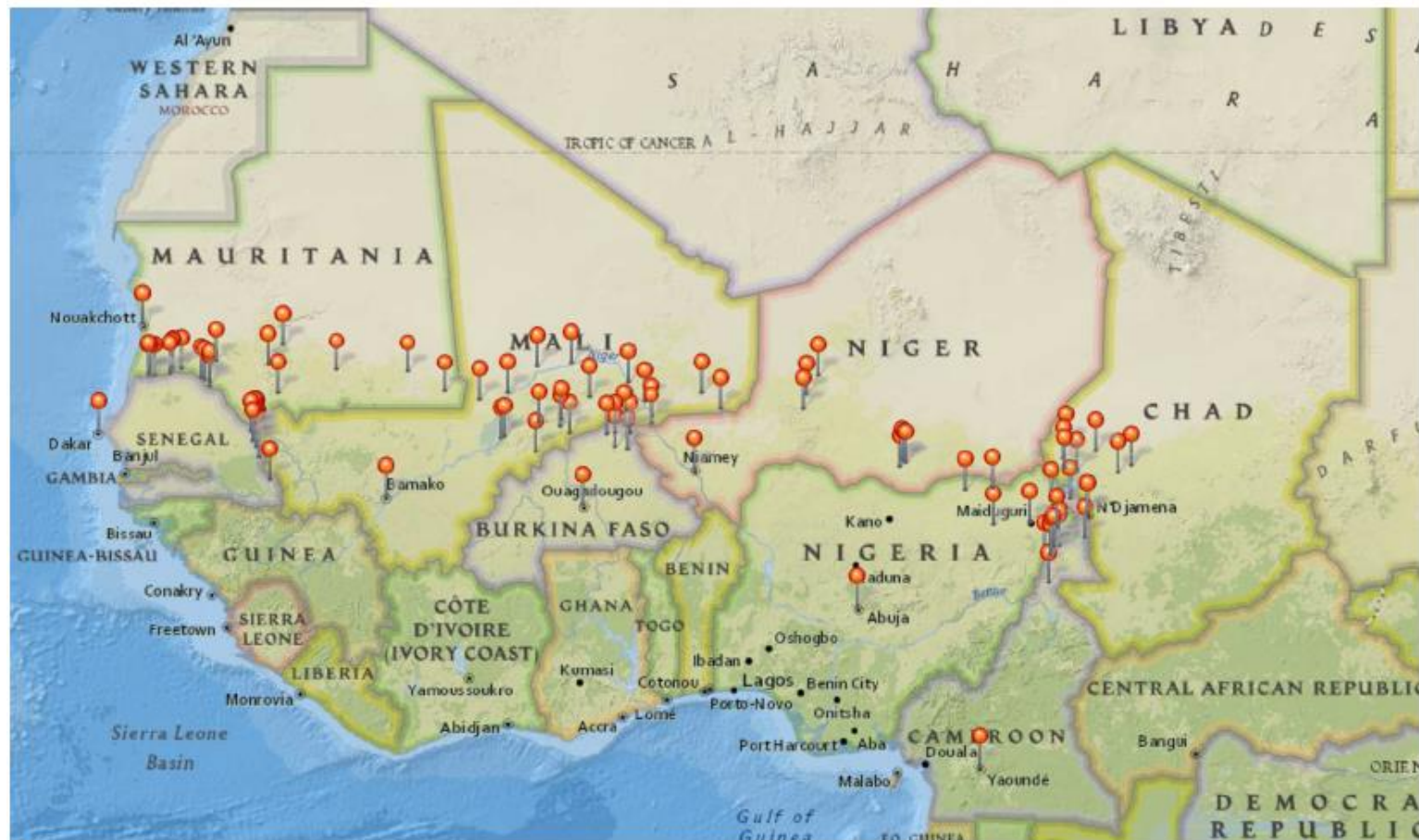
(contexte post-électoral au Nigeria, de transition au Burkina Faso), sécuritaires (attentats de Boko Haram dans la région du lac Tchad), financiers (transfèvements inaboutis, dépassements budgétaires), techniques (coupure électricité, internet), climatiques (saison des pluies), culturels (mois de Ramadan), etc.

Notre choix d'avoir travaillé avec des chercheurs universitaires nationaux a été stratégiquement payant. Il s'agissait du profil le plus adapté pour établir une méthodologie d'enquête adaptée aux réalités locales, pour identifier les itinéraires d'enquête pertinents, pour sélectionner les bons enquêteurs et, enfin, pour mener une analyse perspicace des résultats d'enquête. La méthodologie commune a émané des interactions engagées avec les huit équipes nationales et résulte ainsi d'un travail collectif. Avant même de chercher à comprendre comment les Sahéliens des régions transfrontalières nomment et conçoivent les phénomènes liés à ce que nous appelons « extrémisme violent » et « (in)sécurité », il nous a fallu définir les mots de l'enquête en termes simples et aisément traduisibles dans les langues locales sollicitées lors de nos entretiens. Ces termes ne font pas nécessairement sens auprès de l'habitant vivant dans des zones très peu densifiées où la présence de l'État et de ses institutions reste somme toute plus symbolique que véritablement opérationnelle et programmatique. Quant à l'analyse des données, nous avons sciemment ignoré l'habituelle taxinomie des groupes armés et la lecture politiste du facteur religieux pour nous concentrer sur une conceptualisation qui colle au plus près des perceptions des habitants des régions transfrontalières.

Dans l'ensemble des régions couvertes, les populations ont accueilli favorablement les enquêteurs et se sont confiées à eux sans problème majeur sur toute cette phase critique du travail de terrain. Au Mali, les habitants ont notamment salué le courage des enquêteurs venus jusqu'à eux pour poser des questions aussi directes et allant à l'essentiel. Au Nigeria, nos équipes furent bien accueillies par les enquêtés d'autant que c'était souvent la première fois que quelqu'un venait à leur rencontre. Il faut préciser – car c'est un fait assez inhabituel – que dans certaines régions transfrontalières considérées comme « risquées », aucune de nos équipes n'a été encadrée par des forces de l'ordre et de la sécurité au cours de leur travail de terrain. Nos équipes devaient bien entendu à chaque fois signaler leur présence et prendre contact avec les autorités publiques et les responsables militaires des provinces où elles se rendaient. Ce fait n'est pas anodin car, pensons-nous, il touche à un enjeu de perception et a renforcé aux yeux des habitants la neutralité de notre entreprise. Fort heureusement, aucun enquêteur n'a été inquiété malgré des incidents de sécurité survenus parfois à proximité immédiate.

Parmi les observations, les résultats, les thèmes de réflexion, il y a des faits qui pourraient, en première lecture, apparaître peut-être embarrassantes à entendre, car clairement les perceptions des personnes interviewées font ressortir des éclats de vérité dont il faut pourtant prendre connaissance. Mais il y a aussi dans leurs propos et leur vision une demande d'État, un souci de normalité et de sécurité indissociables d'une citoyenneté en devenir. Les propos – parfois tragiques – des enquêté(e)s ont le mérite de ne pas laisser entrevoir l'avenir de manière foncièrement apocalyptique. Nous avons évité de poursuivre *l'heuristique de la peur* même si, au bout de cette enquête, il est désormais acquis que la radicalisation est un phénomène amené à durer et avec lequel il va falloir composer. A l'heure où la Communauté internationale se trouve engagée dans une seconde « guerre contre le terrorisme » au Moyen-Orient, les questions traitées ici ne sont pas seulement de dimension locale.

Burkina Faso - 6 enquêteurs 1'500 km – 5 jours	Cameroun - 6 enquêteurs 1'500 km – 8 jours	Mali - 9 enquêteurs 8'000 km – 12 jours	Mauritanie - 6 enquêteurs 2'500 km – 7 jours
60 entretiens Villages de 6 localités Langue : Fulfuldé	38 entretiens Villages de 6 localités Langues : Mandara, Fulfuldé, Arabe-choa, Kotoko, Kanuri, Gamargou, Podoko, Matal, Mafa et Kapsiki	147 entretiens Villages de 15 localités Langues : Fulfuldé, Tamasheq, Arabe-Hassanite	88 entretiens Villages de 16 localités Langues : Pulaar, Hassanya, Wolof



Niger - 9 enquêteurs 4'000 km – 6 jours	Nigeria - 9 enquêteurs 1'600 km – 7 jours	Sénégal - 6 enquêteurs 2'800 km – 6 jours	Tchad - 8 enquêteurs 2'000 km – 6 jours	8 capitales 8 entretiens de groupe
100 entretiens Villages de 12 localités Langues : Haoussa, Tamasheq, Fulfuldé	120 entretiens Villages de 8 localités Langues : Anglais, Hausa, Yoruba, Ibo	74 entretiens 20 villages Langues : Wolof, Français	71 entretiens Villages de 8 localités Langues : Arabe local, Kanembou, Boudouma	80 personnes ressources

MENTION ET REMERCIEMENTS

Responsables de la recherche

Rapport national

Raguidissida Emile ZIDA, enseignant à l'Université de Ouagadougou, Unité de formation et de recherche en Langues, arts et communication ; coordonnateur du Programme d'appui au renforcement des politiques et industries culturelles du Burkina Faso ; membre du Laboratoire GRESEC (Groupe de recherche sur les enjeux de la communication) de Grenoble, France

Enquête terrain

Jacob YARABATIOULA, sociologue et enseignant à l'Université de Ouagadougou, Unité de formation et de recherche en Langues, arts et communication ; membre du Laboratoire GRESEC (Groupe de recherche sur les enjeux de la communication) de Grenoble, France

Pour mener à bien cette recherche, l'équipe nationale s'est entourée des personnes suivantes :

Enquêteurs

Un remerciement tout particulier est adressé aux enquêteurs qui se sont rendus dans des régions frontalières parfois dangereuses pour recueillir les perceptions de leurs habitants.

Fatimata TAMBOURA

Saïdou DIALLO

Abdoulaziz DIALLO

Sambo Emmanuel OUÉDRAOGO

Frederick Ndoubabe ASNGAR

Nous remercions également les enquêtés, ainsi que toutes les personnes et autorités qui ont soutenu les équipes dans leur travail d'enquête. Enfin, nous souhaitons remercier tous les participants à l'entretien de groupe en capitale pour leurs contributions riches et variées.

Experts thématiques

Baba HAMA, journaliste-communicateur et politicien

Sibiri BADOUN, directeur de l'organisation de développement rural Opération oasis sahéliens

Inès ZOUNGRANA, juriste

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	p.1
INTRODUCTION	p.3
ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ	p.5
1. De la stabilité à la transition politique historique 2. Un pays médiateur et engagé sur le plan sécuritaire 3. Représentativité et religions au Burkina Faso	
RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ	p.11
1. Le Sahel burkinabé : cohabitation et tensions en région isolée Vers quel développement ? Les limites du concept de frontière Les risques de conflit : transhumance et activité agropastorale 2. Les marques de l'insécurité ressentie Survie, trafics ou l'insécurité multiforme L'impact des conflits régionaux	
RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS	p.20
1. Radicalisme et extrémisme violent : quelle perception pour quel rejet ? 2. Le Sahel burkinabé : une aire d'action potentielle pour les extrémistes ? 3. Le rôle de l'État dans la prévention	
ROLES DES FEMMES ET DES JEUNES	p.27
1. Le rôle d'éducation des femmes malgré leur vulnérabilité 2. Le rôle incertain des jeunes	
QUE FAIRE ?	p.32

RÉSUMÉ

Les zones d'enquête

Le recueil des perceptions des populations frontalières s'est principalement déroulé dans la province de l'Oudalan ainsi que dans celle du Séno pour le camp de réfugiés de Goudebou. Elles marquent l'extrême nord du pays et sont administrativement rattachées à l'une des 13 régions du Burkina, le Sahel. Avec Dori comme capitale, cette région compte plus de 1,1 million d'habitants (2012). Ces provinces sont marquées par la diversité de leurs communautés ethniques puisque Touaregs, Peulhs, Maures, Bela, Haoussa, Mossi et Gourmatché cohabitent. Cette mosaïque de cultures est encore enrichie par des Maliens, Nigériens, Mauritaniens ou Algériens qui vivent ou séjournent fréquemment dans cette région. Outre ces aspects socioculturels, les enjeux sécuritaires (proximité avec le Mali, gestion de la frontière, trafics) et économiques (manque d'activités économiques, impact de l'insécurité sur les activités de développement, enjeux agropastoraux, exploitations minières) ont également permis de cibler les zones d'enquêtes retenues. De façon générale, les populations se sont montrées satisfaites qu'une telle étude prenne en compte leurs perceptions.

État et citoyenneté, religion et identité

Réputé stable, État médiateur et acteur de la sécurité sous-régionale il y a peu, le Burkina Faso est aujourd'hui lui-même rattrapé par l'instabilité. La transition politique historique révèle les failles de l'ère Compaoré. Le pays doit aujourd'hui faire face à l'historicité des crises sociales et des tensions, dont l'origine est d'ordre structurel dans l'un des pays les plus pauvres au monde et où la société civile et la jeunesse sont mobilisées. L'enjeu est ici d'agir sur les facteurs incitatifs de l'insécurité qui rendent vulnérable le pays. D'autre part, l'engagement de l'État laïc dans la gestion de la cohabitation pacifique des religions a jusqu'ici porté ses fruits et il convient de poursuivre les efforts pour prévenir tout changement.

Relations intercommunautaires et transfrontaliarité

L'inégalité d'accès aux services sociaux de base fait de la zone d'enquête une région toujours isolée et en quête d'un modèle de développement. Les médias peuvent constituer un relais pertinent à cette fin. La frontière offre néanmoins des opportunités pour le commerce et la transhumance, mais celle-ci a pour conséquences deux types de trafics : un trafic banalisé, vital pour les populations, et un trafic caché, avec des effets néfastes pour la sécurité. Sur un autre registre, au-delà du sentiment de fierté d'être burkinabé, le concept de frontière est relativisé par les liens entre les populations des deux côtés de la frontière, formalisés hors du cadre de la citoyenneté, et par des appartenances en fonction des opportunités. Enfin, la situation sécuritaire de la région frontalière est précaire. Outre les trafics et la crise malienne, qui implique la présence controversée de réfugiés, les autres composantes de l'insécurité ressentie sont : la mauvaise gestion des ressources naturelles, y compris des sites d'orpaillage, les tensions relatives à l'activité pastorale, la délinquance, l'alimentation et la santé.

Radicalisation : indices et processus

Les enquêtés estiment que l'extrémisme violent est un phénomène extérieur et essentiellement motivé par des besoins matériels et non par des convictions religieuses. Aucun cas d'extrême violence n'a été relevé mais si la zone d'enquête devait être une aire d'action des groupes jihadistes, ils y trouveraient des conditions structurelles facilitant le recrutement de sympathisants. L'éducation et le développement économique constituent l'épine dorsale de la prévention contre la radicalisation et l'extrémisme violent, et doivent être complétés par des programmes de sensibilisation auprès des jeunes, en partenariat avec les médias, les écoles et les organisations de la société civile. Enfin, l'État doit tirer parti de la forte confiance en son armée des populations pour assurer leur sécurité en développant des cadres de concertation avec elles.

Rôle des femmes et des jeunes

Vulnérables, ignorées, éducatrices ou conseillères, les femmes voient leur rôle dans la prévention et la lutte contre l'insécurité sous-exploité. La mise en place de causeries spécifiques pourrait permettre de progresser. L'enjeu de la place et du rôle des jeunes pour prévenir l'insécurité et l'extrémisme violent est primordial au Burkina Faso. L'accent doit être mis sur le dialogue intergénérationnel pour prendre en compte les revendications et le besoin de reconnaissance des jeunes. Les leaders religieux et communautaires peuvent être un atout dans cette voie. L'État doit également renouer avec la confiance des jeunes via un plan de développement convaincant pour l'Oudalan, et la région du Sahel plus largement. Les effets du chômage et de la pauvreté sont exacerbés par le sentiment de marginalisation, et forment le terreau du recrutement des jeunes par les groupes criminels, et potentiellement jihadistes.

Thèmes de réflexion

Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêté(e)s et des observations réalisées sur le terrain, étayées par des analyses et des discussions avec différents acteurs pertinents, les thèmes de réflexion suivants se dégagent :

- faciliter le développement et le désenclavement de la région du sahel du Burkina Faso en collaboration avec les pays voisins;
- ouvrir des espaces de dialogue afin de faciliter la prévention et/ou la gestion de l'insécurité et de l'extrémisme violent;
- œuvrer de concert avec les médias dans les activités de développement et de prévention de l'insécurité.

INTRODUCTION

Au départ de Ouagadougou et durant 5 jours, 6 enquêteurs ont parcouru environ 1 500 km (aller-retour) afin de mener 60 entretiens dans les villages de 6 localités aux frontières avec le Mali et le Niger, dont Markoye, Tin-Akoff, Oursi, Mamassi, Déou et Goudebou. Cette enquête a permis d'identifier 10 personnes ressources qui ont ensuite été conviées à Ouagadougou pour confronter et échanger leur perception des facteurs d'insécurité et d'extrémisme violent dans leur zone frontalière. L'analyse des résultats présentée dans ce rapport est par ailleurs étayée par des informations recueillies à Ouagadougou même et des contributions d'experts nationaux thématiques.

Le recueil des perceptions des populations frontalières s'est principalement déroulé dans la province de l'Oudalan ainsi que dans celle du Séno pour le camp de réfugiés de Goudebou. Elles marquent l'extrême nord du pays et sont administrativement rattachées à l'une des 13 régions du Burkina, le Sahel. Avec Dori comme capitale, cette région comptait plus de 1,1 million d'habitants en 2012, contre environ 860'000 en 2003¹.

Ces provinces sont marquées par la diversité de leurs communautés ethniques puisque Touaregs, Peulhs, Maures, Bela, Haoussa, Mossi et Gourmatché cohabitent. Et la diversité des langues n'est pas en reste, avec principalement des locuteurs du fulfuldé, du tamashek, du sonrhāï et du français. Le haoussa, le maure, le mooré et le gourma sont également d'autres langues parlées dans la région. Cette mosaïque de cultures est encore enrichie par des Maliens, Nigériens, Mauritaniens ou Algériens qui vivent ou séjournent fréquemment dans cette région. Outre ces aspects socioculturels, les enjeux sécuritaires et économiques ont également permis de cibler les zones d'enquêtes retenues.

Du point de vue sécuritaire, la porosité de la frontière, sa longueur et la faible présence des autorités nationales sont autant d'enjeux qui caractérisent la région Sahel. La crise malienne survenue en 2012 est venue accentuer le niveau d'insécurité. A cela s'ajoute le trafic frontalier dont le difficile contrôle expose la zone à d'autres formes d'insécurité. L'attaque de la mine de Tambao, avec l'enlèvement de l'expatrié roumain au mois d'avril 2015, est illustrative du faible contrôle sécuritaire de la zone. L'insécurité du territoire est un phénomène de plus en plus préoccupant pour l'État, les populations et les acteurs du développement.

Par ailleurs, suite au conflit malien, le Burkina Faso a accueilli sur son sol plus de 30 000 réfugiés. Encore présents, ils sont désormais regroupés dans deux camps situés dans la région du Sahel, respectivement à Goudebou dans la province du Séno, et à Mentaou dans la province du Soum. La présence de ces réfugiés inquiète une partie de la population.

En termes d'enjeux économiques, la région du Sahel du Burkina offre beaucoup d'opportunités d'échanges commerciaux entre les populations du Mali, du Niger et du Burkina Faso. L'activité principale des populations est tournée vers l'exploitation agropastorale, à laquelle s'ajoute l'artisanat. Avant la crise malienne, la région du Sahel était une région réputée touristique, permettant aux populations et aux entreprises de générer des devises et des emplois. Enfin, l'exploitation minière est une autre activité économique relativement importante pour la région.

Au niveau national, il convient de souligner que l'économie du Burkina Faso est essentiellement basée sur l'agriculture, l'élevage et, depuis ces dernières années, sur le secteur minier, permettant au pays d'obtenir une croissance moyenne de 6,1% constatée les 10 dernières années (2004-2013). Les

¹ INSD, Annuaire statistique, 2012.

performances économiques du pays sont fortifiées par une relative paix sociale depuis des années, sans pour autant masquer son classement mondial parmi les pays les plus pauvres.

De façon générale, les populations se sont montrées satisfaites qu'une telle étude prenne en compte leurs perceptions. Si le Burkina Faso n'est pas le pays du Sahel auquel on pense de prime abord pour l'extrémisme violent et l'insécurité, il convient de s'attarder sur la prévalence de conditions structurelles, ou « facteurs incitatifs », qui existent et qui sont capables de modifier le profil de la zone d'enquête.

La population cible de notre enquête est composée d'agriculteurs (19%), d'éleveurs (14%), d'élèves ou étudiants (10%), de commerçants (18%), de ménagères (8%), de fonctionnaires (11%), de contractuels (6%) et d'autres occupations professionnelles (14%). Parmi cette population cible, 40% sont des jeunes âgés de 18 à 35 ans. Les autres personnes enquêtées se répartissent presque à l'équilibre entre la tranche 36-45 ans et les plus de 46 ans. En outre, la population cible est composée de 72% d'hommes et de 28% de femmes. Plus de la moitié des enquêtés a un niveau d'instruction de niveau primaire, collège ou université (52%) et 28% n'ont aucune instruction. Le reste de la population cible a un niveau d'alphabétisation minimal (9%) ou un niveau d'école coranique (11%).

L'analyse du recueil inédit de la parole des populations locales les plus vulnérables et concernées par l'enjeu sécuritaire dans les zones frontalières du Sahel se structure autour de quatre considérations exemplaires de la complexité du sujet d'étude. En effet, le présent rapport permet d'abord de situer les perceptions à travers des éléments de contextualité - État et citoyenneté, religion et identité (I) -, avant de relever les perceptions des relations intercommunautaires et de la transfrontaliarité (II). Ces deux premières étapes facilitent la compréhension des indices et processus de radicalisation (III), avant de mettre en perspective les rôles des femmes et des jeunes (IV). Le rapport conclut sur des pistes de réflexion.

ÉTAT ET CITOYENNETÉ, RELIGION ET IDENTITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- Réputé stable, État médiateur et acteur de la sécurité sous-régionale il y a peu, le Burkina Faso est aujourd'hui lui-même rattrapé par l'instabilité. La transition politique historique révèle les failles de l'ère Compaoré.
- Le pays doit aujourd'hui faire face à l'historicité des crises sociales et des tensions, dont l'origine est d'ordre structurel dans l'un des pays les plus pauvres au monde et où la société civile et la jeunesse sont mobilisées. L'enjeu est ici d'agir sur les facteurs incitatifs de l'insécurité qui rendent le pays vulnérable.
- L'engagement de l'État laïc dans la gestion de la cohabitation pacifique des religions a jusqu'ici porté ses fruits et il convient de poursuivre les efforts pour prévenir tout changement.

1. De la stabilité à la transition politique historique

« Le Burkina Faso n'a connu ni guerre civile, ni conflit armé, ni terrorisme... Le fait que le Burkina Faso ait réussi à éviter la violence et un conflit armé prolongé est tout à fait remarquable... La menace la plus sérieuse pour la paix et la stabilité au Burkina Faso ne provient pas de l'extrémisme violent, mais de l'incapacité à gérer la transition politique »²

Aperçu de l'histoire politique et de l'ère Compaoré

A l'étranger, le Burkina Faso jouit d'une réputation de « pays de paix » que les vives tensions intérieures viennent aujourd'hui ébranler. Elles s'inscrivent dans une histoire politique qui se décompose en trois étapes essentielles :

- La période post indépendance, entre 1960 et 1983, est une étape essentielle de la vie politique du Burkina Faso. Elle a certes connu plusieurs régimes politiques, mais le fait marquant a été le soulèvement populaire de janvier 1966 suite aux revendications des syndicats. Ce soulèvement a conduit à la démission du premier Président, Maurice Yameogo, et à l'arrivée de l'armée au pouvoir, avec le Général Sangoule Lamizana. Depuis cette époque et jusqu'en 2014, le pouvoir n'a jamais quitté l'armée malgré la 4^e République proclamée en 1991.
- La période de la révolution, de 1983 à 1987, est la plus connue du Burkina Faso. Conduite par le Capitaine Thomas Sankara, un jeune visionnaire pour toute l'Afrique, considéré comme le père de la révolution burkinabée, cette période a été marquée par beaucoup de réformes dans la vie sociopolitique, culturelle et économique. Le nom du pays est alors passé de Haute-Volta à Burkina Faso. La révolution, à travers son charismatique Président Thomas Sankara, a donné beaucoup d'espoirs de développement au Burkina Faso et en Afrique. Ils ont été estompés par la fin de la révolution en 1987, suite à la mort tragique du Président Thomas Sankara.
- La période démocratique avec l'avènement de la 4^e République est l'ère du régime de Blaise Compaoré. Accusé d'avoir orchestré l'assassinat de son ami Thomas Sankara, Blaise Compaoré prend le pouvoir en 1987. Sa présidence sera émaillée d'accusations liées à l'assassinat de

² Augustin Loda Augustin Loda et Peter Romaniuk, « Preventing Violent Extremism in Burkina Faso: Toward National Resilience Amid Regional Insecurity », Global Center on Cooperative Security, juin 2014. p3

figures emblématiques de la révolution, à l'assassinat du journaliste critique Norbert Zongo, à l'impunité, à la corruption endémique, à la vie chère, à la dégradation du niveau de vie économique, sociale, éducative et culturelle des populations. Malgré cela, certains observateurs considèrent que Blaise Compaoré a propulsé le pays sur les rails du développement. Finalement, le système se grippe en octobre 2014 suite à un soulèvement populaire mené par la jeunesse, les partis politiques et la société civile dans le but d'arrêter un projet de patrimonialisation et de confiscation du pouvoir au peuple. Ces contestations ne doivent pas occulter le bilan positif de Blaise Compaoré défendu par d'autres, notamment les progrès de développement socio-économique et en particulier la diversification et la croissance économique en particulier au cours de la dernière décennie.

En somme, depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, le pays est passé par des moments de crises sans jamais basculer dans la guerre civile ou tomber sous la menace de groupes armés. Les quelques crises qui ont ébranlé cette stabilité sont les guerres entre le Burkina Faso et le Mali en 1973 et 1985, les différents coups d'État qui se sont succédés de 1979 à 1983, la crise suite à l'assassinat du Président Thomas Sankara en 1987, la crise sociale après l'assassinat de Norbert Zongo en 1998 et la crise militaro-sociale de 2011 avant le soulèvement populaire de 2014.

Il faut également souligner qu'au Burkina Faso, les organisations de la société civile sont de plus en plus impliquées dans le suivi des politiques publiques, que ce soit au niveau national ou régional. Le Sahel burkinabé ne fait pas exception à la règle. De nombreuses associations, ONG ou groupements y interviennent particulièrement dans le domaine du développement (santé, éducation, nutrition, élevage, agriculture, etc.), dont certains faisaient partie des mécanismes de suivi de la stratégie de développement du pays (SCADD).

La transition politique historique : l'enjeu d'une gestion stratégique

La transition politique au Burkina Faso, commencée en octobre 2014, est une étape très importante dans l'évolution démocratique du pays et de la sous-région. Elle est née de la volonté du peuple burkinabé, en l'occurrence sa jeunesse, de revendiquer sa liberté ainsi que la mise en œuvre véritable de la démocratie et d'un État de droit au Burkina Faso, face à l'entêtement d'un homme. L'élément déclencheur de ce soulèvement populaire a été la volonté de Blaise Compaoré de modifier la Constitution pour se représenter aux élections de 2015. Un signal fort est également donné aux gouvernants africains dont les intérêts personnels priment souvent sur l'intérêt général. Cet événement historique est précédé de diverses revendications :

- Du point de vue sociopolitique, la mauvaise gouvernance, ressentie à travers la corruption endémique, la confusion des pouvoirs et l'impunité des élites, a été le facteur le plus incitatif des revendications.
- Du point de vue économique, l'inflation, la vie chère, le manque d'emplois et le faible niveau des revenus de la population sont des facteurs qui fustigent une mauvaise répartition des richesses du pays et ont incité à la révolte. Avec une incidence de pauvreté de 46,7% et un seuil absolu de pauvreté monétaire estimé à 130 735 F CFA (262 USD) par tête et par an en 2009, le Burkina Faso est classé parmi les pays les moins avancés du monde.
- Du point de vue social, le chômage des jeunes et la dégradation du niveau de vie ont conduit à diverses revendications sociales, ponctuées par des manifestations, des grèves et des protestations diverses, exacerbant les tensions sociales. L'une de celles-ci est la crise sociale de 2011, issue de revendications exprimées par différentes couches socioprofessionnelles, qui a fini par atteindre les casernes militaires, rendant son issue incertaine.

La gestion de la transition politique est un enjeu de sécurité pour le pays. En raison de sa stabilité relative, le Burkina Faso a moins attiré l'attention que ses voisins dans les débats internationaux et régionaux. Aujourd'hui, il faut travailler à sécuriser cette période de transition afin de garantir un avenir de paix et de stabilité, dont l'impact sera sous-régional. En effet, les élections présidentielles, législatives et communales à venir comportent chacune des éléments susceptibles d'amplifier l'insécurité.

Nous pouvons noter que cette période de manifestations pour le départ du Président a permis à certains groupes de perturber la quiétude des populations par des braquages à main armée, des enlèvements et d'autres menaces morale et symbolique. Certains pensent que le regain d'activité des groupes armés, surtout dans le Sahel, est dû à l'absence du Président Compaoré qui avait une certaine influence sur les mouvements armés au Nord-Mali. Il est certain que la situation est assez favorable pour instiguer le désordre et la peur au sein des populations pendant que le gouvernement se concentre principalement sur l'organisation des élections.

2. Un État médiateur et engagé sur le plan sécuritaire

« Les acteurs de la société civile peuvent être de vrais acteurs de paix à côté de l'État. Les leaders religieux et traditionnels ; compte tenu de leur influence sur les populations locales, ils devraient être utilisés à bon escient pour prévenir l'insécurité et la violence » (Jeune de 30 ans, enseignant et membre de l'association des jeunes de l'Oudalan, 09 juin 2015)

Un État médiateur

Jusqu'en 2014, le Burkina Faso est toujours parvenu à réduire les risques d'embrasement général grâce à divers mécanismes de conciliation. Les autorités coutumières et religieuses ont chaque fois été sollicitées pour contribuer à faire baisser les tensions. Par ailleurs, le Burkina Faso s'est construit une renommée internationale par son implication dans la résolution des crises en Afrique. C'est ainsi que Blaise Compaoré a participé aux processus de médiation des crises du Togo, de Guinée, de Côte d'Ivoire et du Mali. Le Rapporteur spécial des Nations unies (Ben Emmerson, en visite à Ouagadougou en 2013) *« salue le fait que le pays a jusqu'à présent manifesté son engagement résolu envers des négociations de paix et une coexistence pacifique au sein d'une sous-région déchirée par des conflits dans les pays voisins, notamment en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger. Le Burkina Faso a joué le rôle de négociateur en chef pour la paix dans beaucoup des grands conflits de la région. Le Rapporteur spécial constate avec satisfaction que cela est dû en grande partie à une longue tradition, profondément ancrée, de tolérance religieuse et ethnique, de dialogue et de coopération parmi sa population »*³.

La médiation du président Compaoré a connu des interprétations diverses. Certains protagonistes des crises l'ont accusé d'avoir attisé le feu de ces crises pour revenir les éteindre à travers ses médiations. A titre illustratif, le Burkina Faso s'est engagé comme médiateur de la crise malienne depuis 2012. Le fait que le Burkina Faso ait accueilli plusieurs ressortissants du Nord-Mali à Ouagadougou, dont certains responsables de groupes armés et notamment du MNLA, a affecté cette médiation. Il est

³ Cette information a été communiquée au Rapporteur spécial des Nations Unies lors d'une réunion de coordination des parties prenantes organisée par la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme dans le cadre de l'Initiative d'assistance intégrée pour la lutte antiterroriste (I-Act) à Ouagadougou, dans le but de contribuer au renforcement des mécanismes de coordination et de prévention de la lutte antiterroriste au Burkina Faso.

également reproché au Burkina Faso d'avoir accueilli la rébellion ivoirienne à Ouagadougou, lui permettant d'organiser leur action en Côte d'Ivoire.

Exposition à l'insécurité

Le Burkina Faso reste exposé aux menaces de terrorisme, de conflit armé ou de radicalisation qui frappent certains pays sahéliens pour diverses raisons :

- la transition politique constitue tout d'abord la menace la plus sérieuse d'insécurité, faisant de sa gestion un enjeu stratégique ;
- il s'agit ensuite de sa proximité géographique avec le conflit malien ainsi que de la longueur et de l'insécurité de ses frontières avec le Mali et le Niger. La frontière avec le Mali, qui s'étend sur 1200 kilomètres, n'est marquée par aucune démarcation physique naturelle ou artificielle. Sur près de la moitié de sa longueur, la frontière est en contact direct avec la zone de conflit dans le nord du Mali. La frontière dans son ensemble est extrêmement poreuse et difficile à sécuriser avec le peu de moyens humains et de ressources matérielles disponibles ;
- d'autre part, des conditions structurelles, ou « facteurs incitatifs », existent dans le pays comme l'instabilité économique, son manque de ressources naturelles ou les tensions sociales et politiques. Ce contexte affecte tout particulièrement les jeunes, les plus touchés par le chômage au sein d'une population qui vit en dessous du seuil de pauvreté ;
- il faut également ajouter les tensions de plus en plus récurrentes entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que les tensions entre les exploitants traditionnels des sites miniers et les sociétés minières, les populations locales et les sociétés minières, les conflits liés au foncier, etc. Au niveau sécuritaire, particulièrement dans la région Sahel, les kidnappings, les vols de bétails et les braquages sont à ajouter à la liste des facteurs d'instabilité.

Ces différentes menaces ont déjà entraîné des conséquences pour la région frontalière du Sahel burkinabé puisque beaucoup d'acteurs du développement, notamment les organisations non-gouvernementales et les associations, ont ralenti leurs activités dans cette partie du pays, avec toutes les conséquences sociales et économiques que cela entraîne.

Mécanismes juridiques et structurels pour prévenir l'insécurité et l'extrémisme violent

Le Burkina Faso jouit tout d'abord du dynamisme des ONG et des associations qui favorise l'expression de la société civile et participe à l'équilibre général. Ceci est complété par le rôle joué par les chefs coutumiers et religieux. Au niveau national, la Constitution du pays affirme son attachement à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux instruments internationaux relatifs aux droits économiques, politiques, sociaux et culturels. La Constitution est le gouvernail de la conduite de la démocratie. Depuis novembre 2014, elle est suppléée par la Charte de la transition qui se réfère aussi aux instruments de protection des droits citoyens.

De manière complémentaire, plusieurs textes, engagements et décisions nous renseignent sur l'engagement du Burkina Faso dans la lutte contre l'insécurité et notamment le terrorisme. Les lois n° 60 et 61-2009/AN du 17 décembre 2009, respectivement sur la répression des actes de terrorisme et sur la lutte contre le financement du terrorisme, constituent de premiers exemples. Pour parer aux menaces extérieures sur ses frontières, le gouvernement burkinabé a également créé une force spéciale antiterroriste, un Comité national de lutte contre le terrorisme, chargé de coordonner toutes les réflexions, initiatives et actions antiterroristes, et un Centre national antiterroriste qui sera chargé de lutter contre le terrorisme sur le territoire national au plan opérationnel.

D'autre part, le Burkina Faso est l'un des trois premiers États membres partenaires de l'Initiative d'assistance intégrée pour la lutte antiterroriste (I-Act) de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) créée par le Secrétaire général des Nations unies en 2005. Il est aussi l'un des quatre pays membres de la Plateforme de coopération judiciaire pénale des pays du Sahel. Créée en 2010 avec le soutien de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, elle facilite la coopération judiciaire entre les points focaux du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, en particulier en ce qui concerne les procédures d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale se rapportant au terrorisme.

Pour réussir sa mission de lutte contre l'insécurité, le Burkina Faso s'est entouré par ailleurs de l'expertise des forces armées extérieures, notamment des États-Unis d'Amérique et de la France. Ces forces appuient l'État dans la formation des hommes et l'équipement militaire. L'appréciation de cette présence est mitigée, entre les opposants et ceux qui y voient l'apport d'une expertise capitale dans la prévention et la lutte contre l'insécurité et l'extrémisme violent.

3. Représentativité et religions au Burkina Faso : les termes d'un débat

« La cohabitation religieuse passe par un traitement équitable des différentes confessions religieuses, notamment en matière d'insertion socioprofessionnelle »
(propos d'un responsable d'une structure confessionnelle, Ouagadougou, 30 juin 2015).

L'islam, l'animisme et le christianisme (catholicisme et le protestantisme) caractérisent pour l'essentiel le paysage religieux national. Les statistiques sur les pratiques religieuses au Burkina Faso ne sont pas homogènes et sont considérées comme sensibles. Selon le recensement général de la population, réalisé en 2006, « 61% de la population pratique l'islam, de la branche sunnite majoritairement, 19% de la population est catholique romaine, 15% adhère exclusivement à des croyances indigènes et 4% de la population relève de diverses confessions protestantes »⁴. D'après le site Planète Burkina⁵ en revanche, si les chrétiens sont évalués selon le même ordre de grandeur, entre 15 et 20 %, la population musulmane s'évalue quant à elle entre 30 à 40% et la religion traditionnelle (ou animisme) entre 40-55%.

Bien que ces statistiques ne soient pas homogènes, la religion musulmane semble être la plus pratiquée au sein de la population. Alors que les chrétiens sont majoritaires dans le centre du pays, les régions frontalières du nord, de l'est et de l'ouest du pays abritent les plus grandes concentrations de musulmans. L'animisme, religion ancestrale, est pratiqué dans tout le pays, et notamment dans les zones rurales.

Parmi les musulmans, on distingue diverses confréries et courants de pensée. La majorité de la population est sunnite, majoritairement confrérique, avec une représentation minoritaire mais en croissance des wahhabites. Gagnant en importance à travers quelques formes d'expression comme l'isolement sectaire, le style vestimentaire ou la manière de prier, le wahhabisme est une pratique répandue dans quelques zones urbaines et rurales du Burkina Faso.

Parmi les principales confréries présentes au Burkina Faso, on retrouve notamment les confréries qadiriyyah et tidjaniyyah (de la ville sainte de Ramatoullaye). Ces confréries ont leurs mosquées, leurs medersas et leurs marabouts d'influence dans la partie nord du pays et à Ouagadougou.

⁴ INSD, Recensement général de la population, 2006

⁵ Site consulté le 8 septembre 2015 (http://www.planete-burkina.com/religions_burkina.php).

Respect de la liberté religieuse par l'État ou exhibition politique ?

L'État burkinabé est laïc. Cette laïcité est garantie par la constitution du 1^{er} juin 1991. La liberté de pratique religieuse est donc un droit pour tout citoyen burkinabé et l'État essaie de le faire respecter sans ingérence à travers diverses lois et mesures. A l'instar des partis politiques ou des associations, toute organisation religieuse doit se déclarer auprès du ministère de l'Administration territoriale. Cette déclaration donne lieu à une reconnaissance officielle pour l'exercice de la religion. De manière complémentaire, l'État octroie des agréments pour l'ouverture d'organes audiovisuels gérés par les confessions religieuses. On compte sur le territoire près d'une dizaine de radios et de télévisions confessionnelles. Bien que ces médias soient assujettis à la même régulation que les autres, il faut reconnaître qu'il devient de plus en plus difficile pour le Conseil supérieur de la communication, organe gouvernemental chargé de réguler les médias, de faire respecter les cahiers des charges et de contrôler le contenu des programmes, notamment dans le cadre des prêches religieux. L'enjeu est important, il s'agit de contenir les messages incitatifs à la haine ou à la violence.

Au niveau institutionnel, l'État essaie d'encourager le dialogue interreligieux dans une logique de conciliation. Il multiplie les cadres de concertation des groupes religieux à travers l'organisation de séminaires ou la mise en place de cadres formels d'échanges. Il a créé en 2014 une direction en charge du dialogue religieux au sein du ministère de l'Administration territoriale.

Au niveau de l'éducation, les écoles franco-arabes et les écoles chrétiennes sont reconnues par l'État qui encourage l'arrimage de leurs programmes d'enseignement aux programmes classiques. Cela semble manifeste avec les écoles chrétiennes qui ont uniquement, en plus des programmes classiques, de légers programmes d'instruction religieuse. La situation est toute autre pour les écoles medersas et les écoles coraniques, dont les enseignements sont majoritairement en langue arabe et avec de forts enseignements coraniques. En conséquence, les diplômes de ces écoles ne sont pas reconnus, ce qui complique l'insertion professionnelle dans les secteurs privé et public.

« Le Burkina Faso compte une majorité de musulmans alors que ces derniers n'ont aucune reconnaissance de leurs diplômes. La cohabitation religieuse passe par un traitement équitable des différentes confessions religieuses, notamment en matière d'insertion socioprofessionnelle » (propos d'un habitant, Ouagadougou, 18 juin 2015).

Les actions de l'État dans le domaine religieux ne sont donc pas sans critiques. Il lui est reproché de mal gérer son accompagnement et de créer des frustrations. Autant les musulmans reprochent à l'État de ne pas avoir pris en compte l'insertion professionnelle des sortants des écoles dites franco-arabes, autant l'État est accusé par les chrétiens de ne pas suffisamment soutenir la promotion de leurs activités. A titre d'exemple, l'État prend en charge l'organisation du pèlerinage à la Mecque au profit des fidèles musulmans, mais le même accompagnement n'est pas proposé pour les pèlerinages des autres confessions religieuses.

Si l'État est déjà engagé, il doit encore clarifier certains positionnements et promouvoir également la représentativité religieuse à tous les niveaux de la vie politique et sociale du pays afin d'éviter toute forme de frustration. L'enjeu est de surveiller et d'éteindre les foyers latents pouvant dégénérer en crises plus inquiétantes.

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET TRANSFRONTALIARITÉ

Ce qu'il faut retenir :

- L'inégalité d'accès aux services sociaux de base fait de la région Sahel un espace toujours isolé et en quête d'un modèle de développement. Les médias peuvent constituer un relais pertinent à cette fin.
- La frontière offre des opportunités pour le commerce et la transhumance, mais celle-ci a pour conséquences deux types de trafics : un trafic banalisé, vital pour les populations, et un trafic caché, avec des effets néfastes pour la sécurité.
- Au-delà du sentiment de fierté d'être burkinabé, le concept de frontière est relativisé par les liens entre les populations des deux côtés de la frontière, formalisés hors du cadre de la citoyenneté, et par des appartenances en fonction des opportunités.
- La situation sécuritaire de la région frontalière est précaire. Outre des trafics et de la crise malienne, qui implique la présence controversée de réfugiés, les autres composantes de l'insécurité ressentie sont : la mauvaise gestion des ressources naturelles, y compris des sites d'orpaillage, les tensions relatives à l'activité pastorale, la délinquance, l'alimentation et la santé.

1. Le Sahel burkinabé : cohabitation et tensions en région isolée**1.1 Vers quel développement ?**

« Vous buvez l'eau de minérale parce que vous ne pouvez pas consommer l'eau que nous consommons ici. C'est révoltant. Donc les problèmes peuvent naître à partir de là » (propos d'un jeune homme de 25 ans, Gorom-Gorom, 9 juin 2015).

Dans la province de l'Oudalan, l'État est présent à travers divers services sociaux de base : éducation, santé, services administratifs, eau, électricité, forces de sécurité et transport. Si la plupart des services sont représentés, leur niveau de présence varie d'une localité à l'autre. Les services sont concentrés dans la commune urbaine et sont disparates dans les villages. 93% des enquêtés estiment disposer des services sociaux de base. L'éducation est selon eux le service social le plus accessible. La santé arrive en deuxième position. Les autres services de base font l'objet d'appréciations variées mais, si minimes soient-ils, ce sont des services qui existent dans certaines localités reculées de la région.

Reconnaître l'existence des services sociaux de base est une chose, y avoir accès en est une autre. Si les distances pour atteindre les écoles ne sont plus très longues, il en va autrement pour les services d'électricité, de santé et les autres, que ce soit en termes de distance que de coûts. Un habitant de Tin-Akoff aura à parcourir entre 10 à 20 kilomètres pour avoir accès à certains services. De manière générale, très peu de villages bénéficient de l'électricité.

« Ici, notre électricité est seulement accessible 7 heures sur 24 » (propos d'un enquêté, Gorom-Gorom, 11 juin 2015).

Par ailleurs, en dehors des liaisons entre villes ou communes, le service de transport est faiblement développé. La demande de désenclavement a régulièrement alimenté les propos des enquêtés. Même entre villages voisins, la dégradation des voies ne donne pas des possibilités d'accès optimales.

Même si la présence des services sociaux de base est satisfaisante selon les enquêtés, **« Oui ici à Gorom on a la télé et la radio, la gendarmerie et la police, aussi les services déconcentrés de l'Etat...on a le courant et l'eau même si tout le monde n'a pas accès »** (propos d'un cadre de l'administration publique,

12 juin 2015), elle ne semble pas être gage de développement à moyen terme. Les discussions avec les enquêtés font d'ailleurs ressortir une demande d'accroissement des services sociaux de base dans toutes les localités. Un autre aspect nécessaire au développement est l'activité économique. Cette thématique a également nourri les discussions avec les enquêtés qui demandent la création d'emplois, notamment pour la jeunesse. Cela doit, selon eux, passer par l'implication des communautés dans l'identification de leurs besoins, la relance de l'activité touristique, la mise en place de projets de développement et d'activités génératrices de revenus. Les organisations de la société civile peuvent constituer de précieuses ressources pour limiter l'isolement et la marginalisation dans certaines communautés. Au Sahel, ces organisations peuvent aider les autorités dans le cadre de certaines prestations de services et travailler avec les communautés et les leaders pour répondre aux problèmes et aux préoccupations, y compris pour promouvoir l'implication politique et civique.

Activités autour de la frontière et trafic de subsistance

La frontière est perçue comme une zone offrant des opportunités économiques importantes. Cette perception est partagée par plus de la moitié des enquêtés (53%) qui mettent en avant les facilités d'échanges commerciaux. Viennent ensuite les potentialités pastorales avec 25% des enquêtés qui estiment que la frontière constitue un avantage pour le développement de l'activité. Les facilités de mobilité, notamment celles de commerce inter-pays et de transhumance, liées à l'ouverture des frontières, sont perçues comme le troisième facteur avantageux de la vie près des frontières selon 15% des enquêtés. Les avantages socioculturels ne sont pas en reste ; ils sont 7% des enquêtés à penser au partage de cultures communes.

« On peut traverser la frontière pour aller se faire soigner, on peut aussi aller rechercher l'emploi dans l'autre pays, et on peut espérer se marier avec une malienne sans problème » (propos d'un jeune de 30 ans, Tokabangou, 10 juin 2015).

Facilité par la faible régulation douanière, le trafic frontalier est un phénomène très présent qui s'apparente à un trafic banalisé de subsistance. Plusieurs produits de première nécessité sont cités comme faisant partie des trafics réguliers : bétail, habits, riz, sel, farine, carburant, thé, tabac, cigarette, dattes, huile, sucre.

« Oui je sais qu'il y a un trafic, mais c'est un trafic normal. Les trafiquants, je les connais depuis que je suis petit et ils sont inoffensifs » (propos d'un enquêté, Tambao).

Depuis l'installation de la douane à Markoye, le trafic dit régulier a été affecté (cf. encadré ci-dessous). Selon ces populations, la douane peut être certes nécessaire pour l'État, mais elle est un handicap pour l'économie de la zone.

LES DOUANES AU MARCHÉ DE MARKOYE

Markoye est situé dans la Province de l'Oudalan. Ce bourg d'environ 6000 habitants est une commune regroupant 27 villages. Par sa position géographique qui en fait un carrefour transfrontalier (à 60 km de la frontière du Mali au nord et à 15 km de la frontière du Niger à l'est), Markoye resta longtemps une plaque tournante des affaires où convergeaient commerçants algériens, maures, maliens, nigériens, sénégalais, nigériens et burkinabés du centre du pays pour des échanges commerciaux. Son marché s'est imposé économiquement dans la région du Sahel ; il se tient officiellement tous les lundis.

Le succès que connut le marché de Markoye provient essentiellement du commerce de bétail grâce à la variété des races bovines, ovines et caprines qu'on y trouve. Acheteurs venus du plateau mossi, de la Côte-d'Ivoire, du Ghana, du Niger ; vendeurs originaires du Mali, Niger, Sahel burkinabés et courtiers s'y côtoient, débattant des prix et concluant les transactions. À la fin de la journée, après les comptes, tous se rabattent sur le marché à céréales, épices et autres produits de première nécessité pour satisfaire les besoins vitaux de la famille.

Avant l'installation d'un bureau de douane à Markoye, le marché battait son plein. Le manque de contrôle aux frontières favorisait l'échange de marchandises de tous ordres et tous horizons. En plus des épices et autres produits courants qu'on pouvait trouver ailleurs, le marché offrait des dattes à moindre coût venues d'Algérie, des beaux tissus multicolores, des produits artisanaux, des pièces d'argent et d'or. La renommée de Markoye attirait une telle foule de commerçants étrangers que certains finirent par y élire domicile, créant ainsi des quartiers peuhls, maures et haoussas.

L'arrivée des douaniers à Markoye en 1980 a détruit toute l'économie locale et régionale. Les commerçants qui étaient pour la plupart des contrebandiers cessèrent de fréquenter le marché qui se vida de plus de la moitié des personnes qui l'animaient. Progressivement, les immigrés haoussas et maures abandonnèrent le village, laissant derrière eux des quartiers entiers en ruine. Dans un tel environnement économique en crise, de plus en plus de familles se trouvèrent dans la misère. L'intégrité laissa place à l'escroquerie. De nombreuses tentatives de suicide touchèrent des commerçants en faillite.

Médias communautaires et développement

La couverture médiatique est relativement assurée par les médias étatiques (qui recueillent la confiance de 45% des enquêtés), notamment la Radio nationale du Burkina qui émet tant à Dori qu'à Gorom-Gorom et Djibo. Cela étant, quand on considère un rayon moyen de couverture d'une station FM de 60 kilomètres, de nombreuses localités ne sont pas couvertes par la radio. La région du Sahel compte ensuite environ 7 stations de radios et une station de télévision réparties à travers les 4 provinces⁶. On constate enfin une faible implantation de médias audiovisuels. Ainsi, ce sont 57% des enquêtés qui se disent insatisfaits à l'égard de la couverture médiatique de leur région.

Les médias dans la région du Sahel jouent pourtant jusqu'à présent un rôle d'information, de sensibilisation et d'éducation. Le développement socio-économique est au centre des préoccupations, comme le laisse transparaître l'analyse du contenu des émissions. Certaines associations font également un effort pour produire de l'information dans les différentes langues locales. D'autre part, 88% des enquêtés estiment que les médias peuvent contribuer à prévenir la violence.

Des mesures additionnelles ne pourraient donc être que bénéfiques. Les jeunes par exemple souhaiteraient des contenus auxquels ils s'identifient. L'évolution des médias a montré que les réseaux sociaux prennent une place de plus en plus importante en Afrique, mais l'utilisation de ces outils est

⁶ Oudalan : Radio Walde EJEF (Gorom) ; Seno : RTB, Radio du Grand Nord (Dori) ; Soum : RLCD, Walfadjiri, Radio la voix du Soum (Djibo) ; Yagha : Radio M'Ballo Anndal (Tangangari), Radio de la commune de Sebba

encore limitée avec moins du quart des enquêtés qui les utilisent. En tout état de cause, ces outils nécessitent une connectivité fiable à Internet et à l'électricité.

1.2 Les limites du concept de frontière

« Je suis fier d'être burkinabé mais j'ai aussi une partie de moi qui est malienne avec mes demi-frères » (propos d'un homme de 45 ans, Gorom-Gorom, 8 juin 2015).

La région du Sahel est composée de communautés diverses (Touareg, Peuhl, Maures, Haoussa, Mossi et Gourmantché) qui vivent jusqu'ici majoritairement en harmonie. L'étude a certes démontré que 98% des enquêtés se disent Burkinabés et fiers de l'être, mais certains d'entre eux reconnaissent avoir une partie de leur famille au Mali. Ces communautés, qu'elles soient du côté burkinabé, malien ou nigérien, partagent les mêmes cultures, les mêmes langues et les mêmes pratiques sociales à quelques différences près. Si l'appartenance à un État est revendiquée par la quasi-totalité des enquêtés, certains se sentent à la fois burkinabé, malien et nigérien, notamment du fait de la famille qu'ils peuvent avoir de l'autre côté de la frontière.

Doit-on alors parler d'une citoyenneté unique ou multiple ? Pour les zones frontalières avec le Mali et le Niger, l'appartenance à plusieurs citoyennetés est un fait historique. On sait que de 1932 à 1947, le Burkina Faso était partagé entre le Mali et le Niger. Les personnes qui y vivaient étaient soit soudanaises (Mali), soit nigériennes. Après le rétablissement de la Haute-Volta dans ses limites actuelles en 1947, plusieurs personnes ont continué à avoir certains droits du côté burkinabé, mais aussi de l'autre côté de sa frontière.

Les conflits qu'a connus le Burkina Faso avec le Mali, de même que les enjeux de délimitation des frontières, ont remis en cause l'appartenance à la double citoyenneté. Cependant, il n'est pas rare d'avoir des problèmes de gestion de villages frontaliers du fait de leur appartenance territoriale incertaine. Le cas du village de Kel Tafades est très illustratif.

LE CONCEPT DE FRONTIÈRE AVEC LE VILLAGE DE KEL-TAFADES

Les frontières laissées par la colonisation ne reflètent pas toujours une réalité sociologique. Tracées en dehors de toutes considérations géographiques, économiques, ethniques et linguistiques, elles divisent des familles entières et favorisent des situations conflictuelles interminables. Les enjeux administratifs, socioéconomiques et sécuritaires liés au concept de frontière sont manifestes dans le cas du village de Kel-Tafadès (couramment appelé Kassa).

Kel-Tafadès est un village bella appartenant à la commune de Markoye dans la province de l'Oudalan. Situé à l'Est de la commune, il est le dernier village donnant accès à la frontière nigéro-burkinabé. Officiellement, ses 600 habitants jouissent des prérogatives juridico-administratives accordées à tout citoyen burkinabé. Représentés au conseil communal par deux de ses membres, les villageois bénéficient des documents administratifs burkinabés (acte de naissance, carte d'identité, carte de famille burkinabé). Ce qui reste confus, c'est qu'en plus de sa soumission à l'autorité burkinabé, Kel-Tafadès reçoit un encadrement de l'administration nigérienne. De nombreuses séances de travail avec l'administration nigérienne en témoignent.

En 2001, lorsqu'une ONG voulut aider le village à acquérir son premier forage, le chef et quelques notables furent arrêtés et gardés à vue par les autorités nigériennes. C'était une manière de les intimider et de rappeler leur dépendance à l'autorité nigérienne. L'événement remonta jusqu'aux plus hautes autorités burkinabé qui décidèrent que l'ONG pouvait continuer la réalisation du forage ; c'était là aussi une manière de manifester l'autorité du Burkina Faso sur le village. Une concertation entre les autorités locales des deux pays permit

finale de trouver un terrain d'entente selon lequel l'eau du forage bénéficiera à tous, aux Nigériens comme aux Burkinabè.

En 2011, la même ONG a effectué une étude géophysique dans quelques villages où elle intervient. Kel-Tafadès a bénéficié de cette étude destinée à l'implantation de forages maraichers. Quatre ans plus tard, lorsque l'ONG voulut réaliser lesdits forages, elle en avisa les autorités locales burkinabè qui décidèrent qu'on sursoit au forage de Kel-Tafadès en attendant une matérialisation des nouvelles limites frontalières entre le Burkina et le Niger.

Le cas de Kel-Tafadès permet de comprendre comment un conflit frontalier peut éclater entre deux pays. Par ailleurs, comme dans la plupart des villages frontaliers, les habitants de Kel-Tafadès sont fortement enclins à jouer à un double jeu avec les administrations territoriales de deux États. Le villageois peut croire qu'il détient une double nationalité burkinabè et nigérienne et, en fonction des intérêts qui se présentent à lui, utiliser l'identité qui l'arrange.

1.3 Les risques de conflit : transhumance et activité agropastorale

Malgré la cohabitation, la méfiance des communautés les unes vis-à-vis des autres existe. Les populations autochtones, et notamment les Peuhls et les Songhaï, se méfient des Touaregs, les accusant des différents rapt et vols d'animaux dans la région. Ce phénomène menace la cohabitation harmonieuse entre les communautés sur le long terme. Si la confiance ne s'instaure pas, cette situation pourrait dégénérer et créer des tensions difficiles à résoudre.

La transhumance est aussi un des traits propres aux communautés de la région. L'élevage, activité principale, assure les besoins quotidiens de la famille. La difficulté majeure pour cette activité est l'insuffisance des espaces d'alimentation et des points d'eau pour le bétail. Cela envenime les tensions entre éleveurs ainsi qu'entre éleveurs et agriculteurs. Pour atténuer ces tensions, l'État a créé des zones de pâturage, mais celles-ci ne sont pas toujours respectées. L'abreuvement des animaux est une autre difficulté dans cette région asséchée où les points d'eau sont rares et se tarissent très vite. Cet enjeu unit les trois pays puisque la frontière ne constitue pas ici une barrière mais un simple point de passage comme un autre.

LE FORAGE PASTORAL CHRISTINE : UN POINT D'EAU FACTEUR DE COEXISTENCE PACIFIQUE

Au Burkina Faso, la région du Sahel est la zone d'élevage par excellence. Malheureusement, elle reçoit une pluviométrie d'à peine 300 à 500 mm par an. En 1972, le forage Christine a été mis en place dans la commune de Déou, dans la province de l'Oudalan, à quelques kilomètres de la frontière entre le Mali et le Burkina Faso. Il est le point de convergence d'éleveurs du Burkina Faso, du Mali et du Niger. C'est un forage d'un débit de 5 000 m³ par heure selon les techniciens, couvrant une superficie totale de 30 000 hectares. Avec ses quatre bassins d'abreuvement situés chacun à deux kilomètres dans les directions nord, sud, est et ouest, « Christine » fournit l'eau, ressource rare dans le Sahel en période non pluvieuse, à plusieurs centaines d'animaux. Le forage pastoral est aussi doté d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 50 m³. La population de Déou et des localités environnantes peuvent se procurer de l'eau potable à travers deux robinets et une pompe pour elles-mêmes et pour diverses activités.

Le caractère vital et stratégique de ce point d'eau nécessite une bonne gouvernance dans sa gestion, non seulement pour la pérennité de l'ouvrage, mais également pour une coexistence pacifique de ses utilisateurs qui viennent d'horizons différents. Il est donc potentiellement source de conflits. Un projet de promotion de la bonne gouvernance du forage Christine et de la gestion apaisée des ressources naturelles dans la région du Sahel burkinabè a été mis en place. Les parties prenantes sont le ministère des ressources animales et halieutiques (MRAH), l'Organisation néerlandaise de développement (SNV), le Conseil régional des unions du Sahel (CRUS) et l'Association pour la promotion de l'élevage en savane et au Sahel (APESS).

Lors du dernier conflit entre le Burkina et le Mali en 1985, le forage avait été bombardé. A l'image des sites miniers, le forage doit faire l'objet de mesures sécuritaires sans pour autant perturber les activités régulières des utilisateurs. Et malheureusement, en mai 2015, le groupe électrogène puis le forage lui-même sont tombés en panne. Cet incident révèle toute la sensibilité des points d'eau en zone pastorale sahélienne puisque les troupeaux ont été emmenés vers le cours d'eau du Béli déjà très sollicité par les communautés pastorales des trois pays. La situation a créé des tensions, entraîné la mort de bétails par manque d'eau et, dans une moindre mesure, la mort d'homme.

La mise en place de cadres de concertation entre communautés afin de renforcer leur cohésion a été plusieurs fois mis en avant par les enquêtés qui soulignent que ceux-ci doivent s'accompagner d'une meilleure confiance entre gouvernants et gouvernés. Les enquêtés attendent l'État en matière de justice et de la lutte contre la corruption. L'enquête a montré que plus de 78% des enquêtés font confiance à la justice nationale devant la justice religieuse (8%) et coutumière (7%). C'est une confiance qu'il faut entretenir par l'application effective des textes de loi. Quand on sait que la région du Sahel est le théâtre de conflits récurrents entre éleveurs et entre éleveurs et agriculteurs, la nécessité d'avoir une justice impartiale est essentielle.

2. Les marques de l'insécurité ressentie

2.1 Survie, trafics ou l'insécurité multiforme

La région du Sahel est redoutée par les analystes en raison de son manque de quiétude depuis quelques années, notamment depuis la crise que connaît le Mali depuis 2012. Il ne faut cependant pas réduire l'insécurité ressentie à ce seul enjeu médiatique. Selon le Préfet de la commune de Markoye : *« Oui, on entend parler d'insécurité. Du fait de la rébellion malienne, la zone du Sahel est classée comme zone rouge où règne l'insécurité, mais ça ne nous concerne pas. Ici, en revanche, nous sommes en insécurité parce que celui qui n'a pas à manger et n'est pas en bonne santé n'est pas en sécurité. Même nos frères qui sont dans les trous d'orpaillage ne sont pas en sécurité »* (propos recueillis le 09 juin 2015).

L'insécurité est donc liée à la survie. 52% des enquêtés ont le sentiment de ne pas vivre en sécurité dans leur région et, pour 88% d'entre eux, l'actuelle ou l'éventuelle insécurité fragilise l'activité économique locale. Plusieurs sources d'insécurité sont citées par nombre d'enquêtés, dont notamment la pauvreté (75%), le chômage (72%) et la jeunesse marginalisée (15%), le désintéressement des autorités politiques (7%) ainsi que la délinquance/criminalité et la présence de groupes/discours religieux radicaux qui recueillent le même nombre d'attention (3,3%). Il faut souligner que les échanges qualitatifs laissent une plus grande place aux craintes d'agression (braquages, coupeurs de route, kidnappings, vols à main armée, y compris de bétail, etc.), généralement perpétrées sur les axes routiers dans le but de dépouiller les voyageurs, et plus particulièrement les commerçants.

« Ici la situation de l'insécurité est critique, le mois passé, des cars ont été braqués sur la route de Déou. Les bandits ont détruit les commerces en prenant avec eux 5 ou 8 millions » (propos d'un enquêté, Déou, le 11 juin 2015).

« Ce qui a donné la force aux bandits, c'est l'armement. Alors que vous savez que nous n'en fabriquons pas... » (propos d'un enquêté, niveau d'étude secondaire, Gorom).

D'autre part, le dernier cas majeur d'insécurité enregistré au moment de l'étude, et qui a marqué toute la zone, est l'enlèvement de l'expatrié roumain sur le site minier de Tambao en avril 2015⁷. La crainte vient également du pays voisin.

« On ne se sent pas en sécurité du fait que la frontière avec le Mali est non loin d'ici. Le danger est permanent. Les bandits maliens inquiètent » (propos d'un enquêté).

Les trafics comme source d'inquiétudes

Si la présence de la douane n'est pas bien appréciée par toute la population, elle s'avère importante pour lutter contre les trafics de drogue et d'armes, régulièrement cités par les enquêtés, et craints puisqu'ils échappent au contrôle de l'État.

« Ces trafics peuvent amener beaucoup de problèmes dans nos villes. On les voit avec des véhicules fermés et on ignore leurs contenus. Souvent, on les voit décharger des cartons et ils disent que c'est des cigarettes. Ils viennent avec des cargos, des véhicules de guerre » (propos d'un enquêté, Gorom-Gorom, le 10 juin 2015).

La situation du Mali où « les armes circulent comme des épines » est évoquée pour dramatiser la situation et interpellier afin que la prévention soit rigoureuse. Il revient à l'État de prendre des mesures pour freiner un tel trafic. La douane de Markoye pourrait dissuader les trafiquants, mais elle manque de capacités techniques et humaines suffisantes pour surveiller toute la frontière. De plus, il y a la complicité de certains habitants qui ne facilite pas le travail de la douane. Il est donc nécessaire que l'État, à travers des cadres de concertation, travaille à sensibiliser les populations sur l'utilité de la douane et à créer la confiance.

LE CAS DU TRAFIC DE CIGARETTES A MARKOYE

Le trafic de cigarettes à Markoye est né en 2000, suite au rapprochement d'hommes d'affaires burkinabè et de groupes de trafiquants du désert malien. Les premiers, proches des autorités burkinabè, profitèrent des bons rapports que le Burkina Faso entretenait avec les groupes Touaregs du désert malien pour asseoir un réseau de trafic de cigarettes. Le choix du village de Markoye comme plaque tournante de ce business se justifie par la présence d'un environnement favorable à ce type d'activité. En effet ce village songhaï, de par l'histoire de son marché, dispose de grands magasins vides, d'un quartier arabe et d'un bureau de douane permettant de légitimer l'activité du côté burkinabè.

La marchandise arrive par le port de Lomé et transite par la capitale burkinabè avant d'arriver à Markoye. Au cours de ce circuit, il semblerait qu'elle soit soumise à toutes les formalités douanières. Une fois à Markoye, les cartons de cigarette sont stockés dans les magasins loués pour l'occasion. Le transport entre Ouagadougou et Markoye se fait par des convois de 4 ou 5 remorques. Au début des activités, la gestion à Markoye était confiée à un proche de Ouagadougou qui accompagnait le convoi. A la longue, ce rôle fut transféré à un commerçant arabe de la place.

L'activité du côté du Mali est tenue par des bandes armées organisées ayant leur base dans le désert malien. Les expéditions sur Markoye pour l'enlèvement de la cigarette se font en véhicules tout terrain. Lorsque les différents groupes se retrouvent sur place, on peut compter un stationnement de 60 à 100 véhicules. Au vu des nombreux accidents mortels causés par ces véhicules, il leur est interdit de circuler dans le village. Une fois la cargaison de cigarettes enlevée, c'est le début de la contrebande. Les chauffeurs qui sont des fous du volant maîtrisent bien le terrain. Ils savent où passer pour échapper aux contrôles des forces de l'ordre. Ce retour ne se fait pas sans mort d'homme dans la mesure où des coups de feu éclatent parfois entre groupes rivaux.

⁷ L'otage roumain, Lulian Ghergut, serait détenu par le groupe terroriste Al-Mourabitoune.

Pourquoi n'a-t-on jamais voulu qu'on sache ce que contiennent ces cartons dits de cigarettes ? Tous ceux qui ont tenté de le savoir n'ont-ils pas été menacés ? Sachant que ces cartons dits de cigarettes rejoignent des groupes armés parfois en guerre contre leur État, pouvons-nous exclure qu'ils contiennent parfois des armes ?

Etude de cas, enquête de terrain, juin 2015

2.2 L'impact des conflits régionaux

Si le Burkina Faso a jusqu'à ce jour échappé à la propagation des attaques terroristes et des conflits armés, les craintes exprimées ont été vives durant l'enquête, et souvent en lien avec le conflit au Mali.

« Lorsque vous faites frontière avec un autre pays, s'il y a la paix dans ce pays, cela constitue un avantage parce que les échanges seront très fluides. Mais lorsque ça ne va pas dans ce pays, ça se répercute automatiquement sur vous. Les échanges vont se limiter. Ce qui est rare chez eux, ils viendront le chercher chez toi le voisin. Ceux qui se sentent menacés vont chercher refuge chez toi. Tu es obligé de les accueillir et de partager le peu que tu possèdes avec eux » (propos du vieux Azoum Ag Djartin, Tin Akoff, 09 juin 2015).

Dans la zone nord du Burkina Faso, le conflit malien a eu des répercussions néfastes sur la sécurité et, par voie de conséquence, sur la vie économique des populations, comme le soutiennent 85% des enquêtés. Cette situation a engendré le ralentissement des activités essentielles que sont le commerce, le tourisme et la transhumance. Les partenaires étrangers de développement ont également réduit leur soutien, ne pouvant plus se rendre sur place pour raison d'insécurité.

« Actuellement, les commerces ne marchent plus comme avant. Le secteur du tourisme est à plat car les touristes ne viennent plus ici. Cela fait que beaucoup de jeunes sont au chômage. Nos associations ne gagnent plus les financements des investisseurs européens alors que leur financement est capital pour la survie de nos associations » (propos du jeune commerçant Sidi Hamidou Maiga, Oursi, 11 juin 2015).

D'autre part, l'année 2012 a été marquée par l'arrivée massive de réfugiés maliens sur le territoire burkinabé, au début de la crise malienne. Concernant la région Sahel du Burkina, ces réfugiés ont été tout d'abord accueillis à Ferrerio, qui ne remplissait pas les normes internationales de sécurité, à savoir l'éloignement d'au moins 50 kilomètres de la frontière. Actuellement, le gouvernement burkinabé a regroupé les réfugiés dans les camps de Goudebou et de Mentao. D'autres réfugiés vivent en dehors des camps avec la communauté hôte. Les discussions avec les enquêtés permettent vite de se rendre compte de la complexité des ressentis liés à la présence des réfugiés.

« Je vais aussi parler des réfugiés maliens. Depuis leur arrivée dans la zone de Déou et de Tin-Akoff, les populations autochtones qui souffraient déjà ont vu leur situation se dégrader davantage. Il y a eu une pression sur les maigres ressources qui existaient (terres, eau). Et ils sont venus avec leur bétail. De plus, quand ils sont arrivés, certains ont refusé d'être logés dans les camps. Ils ont pris des maisons dans les quartiers et mènent leurs trafics comme s'ils étaient chez eux » (propos d'une enquêtée, Gorom-Gorom).

« Nous vivons dans l'insécurité ici par rapport à la présence des réfugiés. Nous ne les connaissons pas. Ils sont venus suite à une guerre, du jour au lendemain, on ne sait pas ce qui peut arriver » (propos d'un jeune enquêté, Gorom-Gorom, 9 juin 2015).

La liberté d'aller et venir de ces réfugiés, de même que la faible capacité de vérification des identités laissent planer un risque d'infiltration d'éléments armés difficile à contrôler, selon les enquêtés.

« Les mouvements de ceux qui sont dans les camps ne sont pas contrôlés. Ils sortent et reviennent quand ils veulent » (propos d'un jeune enquêté, Gorom-Gorom, 9 juin 2015).

Un risque d'affrontement et de violence entre la communauté hôte et les réfugiés n'est pas à négliger même si, d'une manière générale, on peut remarquer une cohabitation pacifique entre la population hôte et les réfugiés. Nous avons également rencontré des réfugiés maliens, dont certains estiment qu'ils n'ont pas de problèmes et qu'ils sont bien intégrés dans les villages.

« Les villageois nous ont donné des terres pour cultiver, nos enfants vont à l'école du village et on s'entend avec tout le monde » (propos d'un représentant des réfugiés du camp, Goudebou).

On peut remarquer que certains enquêtés s'expriment sans preuves tangibles du rôle de ces derniers dans la dégradation de la sécurité au Sahel, et méconnaissent les lois internationales en matière de protection civile et du statut des réfugiés. Les mesures annoncées et mises en œuvre ne semblent pas nécessairement tempérer les méfiances. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, en collaboration avec le gouvernement burkinabé, utilise par exemple la biométrie à des fins d'enregistrement permettant d'identifier tous les réfugiés. Les camps sont également sécurisés par la gendarmerie et aucun réfugié ne doit pouvoir voyager à l'intérieur du pays sans disposer d'un laissez-passer de la part de la Conaref, structure gouvernementale qui s'occupe des réfugiés.

En somme, on observe un malaise et une certaine méfiance entre les réfugiés maliens et les autochtones. Les cas de braquage et de tuerie perpétrés par des hommes venus du Nord Mali dans les communes de Déou et Oursi viennent amplifier cette méfiance.

RADICALISATION : INDICES ET PROCESSUS

Ce qu'il faut retenir :

- Les enquêtés estiment que l'extrémisme violent est un phénomène extérieur et essentiellement motivé par des besoins matériels et non par des convictions religieuses.
- Aucun cas d'extrême violence n'a été relevé mais si la zone d'enquête devait être une aire d'action des groupes jihadistes, ils y trouveraient des conditions structurelles facilitant le recrutement de sympathisants.
- L'éducation et le développement économique constituent l'épine dorsale de la prévention contre la radicalisation et l'extrémisme violent, et doivent être complétés par des programmes de sensibilisation auprès des jeunes, en partenariat avec les médias, les écoles et les organisations de la société civile.
- L'État doit tirer parti de la forte confiance des populations en l'armée pour assurer leur sécurité en développant des cadres de concertation avec elles.

1. Radicalisme et extrémisme violent : quelle perception pour quel rejet ?

« Pourquoi s'en prendre à la population? Les groupes comme Boko Haram qui attaquent même les mosquées, allez comprendre ! Al-Qaïda, Boko Haram et les autres brûlent les écoles, enlèvent les enfants et les femmes. C'est leurs intérêts qu'ils cherchent à assouvir, alors que la religion interdit la violence ! » (propos d'un jeune touareg, Tin-Akhoff, 10 juin 2015).

88% des enquêtés déclarent avoir déjà entendu parler du radicalisme et de l'extrémisme violent, contre 12% seulement indiquant n'en avoir jamais entendu parler. Les médias, notamment la télévision et la radio, et, dans certains villages, le bouche à oreille, constituent les canaux d'information par lesquels les populations ont eu connaissance du phénomène. Celle-ci est enfin facilitée par la proximité avec le Mali et le Niger. Quand devons-nous parler d'extrémisme violent ? *« Il y a extrémisme violent quand il y a mort d'homme ! »* (Un adulte chef de famille, habitant Gorom-Gorm, 9 juin 2015). Le tableau ci-dessous exprime la diversité des perceptions du phénomène d'extrême violence :

S'il y a de la violence, quand est-ce qu'elle est extrême/insupportable ? (réponse à choix multiples)		
	Nombre d'enquêtés	%
Mort d'homme	24	40,0%
Kidnapping	4	6,7%
Usage d'armes	8	13,3%
Déplacement forcé	7	11,7%
Coups et blessures	10	16,7%
Menaces à la vie humaine	16	26,7%
Ne sait pas	2	3,3%
Total	71	

Source : notre enquête, juin 2015

A la diversité des perceptions mentionnées ci-dessus, s'ajoute la difficulté de traduire les concepts d'extrémisme violent et de radicalisation dans les langues des enquêtés. Par exemple, pour traduire la notion d'extrémisme violent (*durtagol* en fulfuldè) nous avons eu recours à plusieurs expressions impliquant le manque de paix (*djam*), de quiétude, le voisinage/cohabitation (*hodiraagou*),

l'(in)tolérance (*sawoura ngol*), l'acceptation de l'autre (*tedine ngol*) et la violence/bagarre (*fitina/Massiba*).

60% des enquêtés qualifient les groupes jihadistes de « bandits » et 15% d'« illuminés fanatiques », alors que 6,7% parlent de résistants ou défenseurs (à noter que 52 personnes ont répondu à cette question sur 60). Ils s'apparentent pour près de 82% des enquêtés à une organisation terroriste.

« On ne peut pas obliger une personne à pratiquer une religion qu'elle ne veut pas. Selon moi, on ne doit pas les appeler islamistes : ce sont des bandits. Ils ne font rien de la religion. Tout religieux doit au contraire combattre ce genre de phénomène » (propos d'un jeune enquêté, Gorom-Gorom, 9 juin 2015).

De manière complémentaire, près de 82% des enquêtés pensent que l'extrémisme violent et la radicalisation sont des phénomènes venant de l'extérieur. Pour preuves, les propos des enquêtés rencontrés dans les zones d'enquêtes sont assez évocateurs :

« Cela vient du Mali, de Libye, du Nigéria, du Rwanda » ;

« C'est la rébellion du Mali qui a amené ces violences. Ces rebelles sont obligés de se déplacer jusqu'au Sahel pour braquer parce qu'ils ne trouvent rien chez eux » ;

« En général, les extrémistes, même s'ils sont de la localité, ils ont fait un tour dans certains pays où il y a des branches dures de l'islam pour ensuite revenir et penser que ce sont eux les vrais musulmans » ;

« Ce n'est même pas venu du Sahel. Les populations du Sahel ne connaissaient pas cette violence. Pour preuve : aucun ressortissant d'ici ne fait partie de ces groupes jihadistes » ;

« Je connais l'extrémisme uniquement à travers la télé. Nous vivons en paix au Burkina Faso. C'est une orchestration des Occidentaux »

Une étude sur l'extrémisme violent au Burkina Faso estime que « le risque d'implantation de l'extrémisme à court terme est négligeable »⁸. Il nous a cependant semblé que nous étions face à des enquêtés désireux de défendre l'honneur de leur territoire et de réaffirmer la fierté d'être Peuhl et Touareg du Sahel burkinabé. Cette attitude fait penser au discours selon lequel l'Afrique ne se développe pas à cause de l'Occident, l'ancien colonisateur. Le danger d'une telle attitude est l'incapacité d'anticiper les problèmes de l'extrémisme violent, bien qu'il puisse être relativisé par d'autres propos :

« Je ferai partie de ceux qui mèneront des activités pour le maintien de la paix ou pour réduire l'insécurité » (propos d'un jeune enquêté, Gorom-Gorom).

Plusieurs enquêtés ont évoqué brièvement des pratiques wahhabites et des financements étrangers pour la construction de mosquées et d'écoles coraniques. Lors d'un entretien avec un jeune mossi wahhabite, celui-ci s'est dit nouvellement converti et avoir trouvé le salut depuis : « *tout bon musulman qui respecte les 5 piliers doit être wahhabite. [... Les autres] il est de notre devoir de les ramener sur le bon chemin* ».

La religion instrumentalisée

⁸ Augustin Loada Augustin Loada et Peter Romaniuk, « Preventing Violent Extremism in Burkina Faso: Toward National Resilience Amid Regional Insecurity », Global Center on Cooperative Security, juin 2014. pp 4-5

La religion musulmane, pratiquée par près de 97% de nos enquêtés (contre moins de 2% de confession chrétienne), constitue une partie de l'identité et peut être source de solidarité.

« L'extrémisme [...] je le définis comme étant une opinion politique, religieuse ou économique dont les actions vont à l'encontre de certaines normes sociales. On le sent beaucoup plus sur le plan religieux mais peu sur le plan politique. Pourtant, l'origine est justement politique et les gens utilisent la religion pour perpétuer cet extrémisme. L'origine de l'extrémisme violent est le conflit israélo-palestinien. Nous voyons qu'on retire aux Palestiniens leurs droits, avec la bénédiction de certains organismes qui se disent garant de la sécurité et de la paix. En tant que musulman, si on me demande de mettre une cellule en place pour venir en aide aux Palestiniens ou au Hamas pour qu'ils aient leur droit, je n'hésiterais pas parce que ça fait mal. Et tout musulman est concerné. Tant qu'on ne trouve pas une solution au problème palestinien, l'extrémisme religieux va toujours perdurer, et de pire en pire » (propos d'un enquêté).

C'est dans cet environnement religieux que les enquêtés se sont exprimés sur la radicalisation et l'extrémisme violent en affirmant unanimement qu'ils ne relèvent pas d'une motivation religieuse.

« Ils manipulent des gens et leur donnent de fausses théories religieuses. Ils modifient les textes en leur faveur. Ils ne font pas correctement ce que l'islam dit » (propos d'un jeune leader touareg, Seno, 11 juin 2015).

« [Comment comprendre que] des gens tuent et maltraitent d'autres personnes au nom de la religion, alors que cette même religion enseigne la paix et interdit les crimes ? » (propos d'un jeune leader touareg, Seno, 11 juin 2015).

Cette pensée est largement partagée et 58% des enquêtés observent de manière plus générale un mauvais usage de la religion dans leur région. 80% ne voient d'ailleurs aucune différence entre les activités illégales, criminelles et les activités religieusement prohibées. A noter que les cas de violence extrême sont rares dans la zone d'enquête. 35% des enquêtés disent avoir connu une situation d'insécurité et/ou de violence.

Un jeune malien réfugié au Burkina Faso pense que l'extrémisme violent est *« vraiment un méfait, c'est quelque chose qui dégrade le nom de la religion puisque ce qu'ils font [les groupes armés extrémistes et radicaux] est diamétralement opposé à la religion »*. Il en veut pour preuve la démarche machiavélique des extrémistes :

« Quand ils ont attaqué le nord du Mali majoritairement musulman, ils sont allés à Tombouctou. Là, ils ont dit qu'ils voulaient appliquer la sharia. Or, pour moi, la sharia est déjà appliquée en tant que musulman. Nous l'appliquons en fonction de notre époque et de notre temps. C'est ça, l'islam. L'islam est maniable et très facile. C'est la conception des gens qui fait que certains se lancent et adoptent la religion pour d'autres projets qui n'ont rien à voir avec la religion. C'est le canal de tous les trafics car il y a beaucoup de leaders à la recherche d'argent, notamment les narcotrafiquants ».

2. Le Sahel burkinabé : une aire d'action potentielle pour les extrémistes ?

« À cause de l'absence de financements pour la réalisation de certains équipements éducatifs et sociaux, certaines personnes acceptent de suivre la branche religieuse de certains groupes ou sectes » (propos d'un homme de 40 ans, Tin-Akhoff, 10 juin 2015).

Si l'enquête n'a pas recueilli de propos sur la présence de groupes armés actifs, nul doute que si le Burkina Faso devenait un autre terrain d'action des groupes extrémistes, ils pourraient y trouver un terreau favorable en raison de la prévalence de conditions structurelles ou de facteurs incitatifs. Les raisons de s'engager dans l'extrémisme violent sont multiples. Selon les enquêtés, c'est d'abord pour des motivations économiques et financières (58%), viennent ensuite les motivations liées au statut social et à la reconnaissance sociale (30%) et, dans une moindre mesure, à la religion (7%). Le chômage et la pauvreté⁹ ont été les principales causes évoquées par nos enquêtés pour justifier un éventuel engagement aux côtés de mouvements jihadistes. Certains enquêtés pensent que les jeunes ont des besoins légitimes d'ordre matériel qui ne sont pas comblés. Quand ils reçoivent des propositions prétendant pouvoir résoudre ces besoins matériels, ils ne pensent pas aux conséquences :

« Ce phénomène est lié à la pauvreté. Quand tu es pauvre et que tu veux t'acheter de belles choses, surtout quand tu es une jeune fille, tu es obligée de faire des choses qui ne sont pas correctes » (propos d'une enquêtée, mère et membre d'une association, Gorom-Gorom).

« Personnellement, lorsque je n'ai plus de solution à mes problèmes, je me jette dans les bras de l'ennemi. Ces gens qu'on traite d'extrémistes, que ce soit Boko Haram, Aqmi ou Al Qaida, ont quelque fois raison... Lorsque personne ne veut m'aider à trouver une solution à mon problème, je suis obligé de me défendre à ma manière. Donc on revient sur l'idée que l'opprimé finit par craquer » (propos d'un jeune, entretien de groupe avec des jeunes, Gorom-Gorom, le 09 juin 2015).

Après la pauvreté et le chômage, les enquêtés considèrent que le faible niveau de scolarisation et d'alphabétisation est « le fléau de l'Afrique ». L'éducation est non seulement un tremplin pour l'emploi, mais aussi un moyen de se forger un esprit critique et de résister plus facilement à la séduction matérielle et financière que les groupes radicaux utilisent pour capter l'attention des jeunes en particulier. Au Burkina Faso, le Sahel fait partie des régions du pays qui enregistrent le plus bas niveau de scolarisation et d'alphabétisation. Le taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus en 2009 dans la région du Sahel était de 15,8% (le taux le plus faible de tout le pays). Le taux national (28,2%) n'est pas non plus de bon augure et montre que l'enjeu est national. C'est un défi qui mérite d'être relevé pour repousser les frontières de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

« [...] le manque d'éducation allant dans le sens de l'instruction ici en Afrique de l'Ouest fait que beaucoup n'ont pas de quoi subvenir à leurs besoins essentiels, donc ils se lancent dans ce genre d'activités » (propos d'une résidente de 50 ans, Goudebou, Séno, 11 juin 2015).

Durant l'enquête, nous avons rencontré des maîtres d'école qui n'arrivent pas à afficher des effectifs proportionnels au nombre d'enfants en âge de scolarisation dans le village. Un ensemble de freins à l'éducation des enfants et à l'alphabétisation des adultes, notamment socioculturels, sont apparus :

- l'inadéquation du système éducatif aux modes de vies de certaines communautés, nomades notamment. Une réflexion doit être approfondie à ce sujet. Fait encourageant, nous avons pu voir durant l'enquête que des projets dans le domaine éducatif tentaient de prendre en compte la culture touareg et peuhl ;

⁹ Le chômage des jeunes avoisine les 80% de la population générale selon certaines sources. En 2009, le seuil de pauvreté dépassait les 46% de la population active selon l'enquête nationale sur les conditions de vie des ménages.

- la persistance de la pratique des mariages précoces : des filles de 9 à 12 ans sont « arrachées » de l'école par les parents en vue de les marier. Au moment de l'enquête, qui a coïncidé avec le début de l'examen annuel du certificat d'étude primaire, nous avons entendu l'histoire de cette petite fille qui s'est vue retirer des salles d'examen au deuxième jour des épreuves pour fait de mariage. Les parents, en raison de la loi contre le mariage forcé et le mariage des mineurs, autorisent les enfants à aller à l'école mais fréquemment ne les laissent pas passer leur premier examen pour éviter qu'elles ne pensent à poursuivre leurs études. Nous avons constaté également sur le terrain la mise en place de projets mettant l'accent sur l'éducation des filles ;
- le travail des enfants : pendant l'enquête, nous avons vu beaucoup d'enfants de moins de 15 ans faisant paître des animaux. Des enfants interrogés ont déclaré qu'ils ont abandonné l'école pour s'occuper des bêtes. Leurs parents les considèrent comme de la main-d'œuvre, également pour aller pomper l'eau, abreuver le bétail, récolter du fourrage pour les animaux ou encore pour le maraîchage.

Nous avons par ailleurs observé par endroits l'augmentation des écoles coraniques à côté des écoles classiques.

Outre les aspects économiques et relatifs à l'éducation, le sentiment d'exclusion sociale et de marginalité est largement ressorti des entretiens, notamment au travers de l'inéquitable redistribution des richesses, de la corruption et de la mauvaise gouvernance, tels que ces trois enquêtés le soulignent :

« S'il y avait l'égalité, on ne parlerait pas d'extrémisme violent dans un pays. Prenons par exemple une région comme le Sahel qui est le grenier du Burkina et où l'on trouve les activités liées à l'élevage, l'or, le manganèse. Ces richesses devraient permettre à chaque ressortissant du Sahel d'avoir un emploi, mais nous sentons une mauvaise redistribution de ces richesses » ;

« La mauvaise gouvernance, la corruption et l'injustice propagent l'extrémisme violent » ;

« La corruption est aussi un aspect qui aide la propagation de l'extrémisme violent. Je me dis si tu reçois des étrangers que tu ne connais pas et que tu ne donnes pas d'information après leur passage, c'est qu'ils ont fait quelque chose pour toi... ».

Outre le sentiment d'exclusion, les propos de certains enquêtés décrivent également un manque de responsabilisation des politiques pour favoriser la quiétude : *« Ici en Oudalan, les leaders politiques doivent revoir leur manière de faire campagne. Ils mélangent politique et appartenance ethnique. C'est ce qui crée l'insécurité. Donc ils sont à l'origine de cette insécurité ».*

3. Le rôle de l'État dans la prévention

« Il faut organiser des structures locales de sécurité et impliquer les autochtones, notamment les jeunes » (propos d'un homme, Markoye, 9 juin 2015)

Les enquêtés ont permis de relever trois actions que l'État devrait entreprendre selon leurs propos :

- réguler les médias et les prêches religieux afin, d'une part, d'éviter la banalisation et la diffusion des messages violents et, d'autre part, de cultiver la paix et l'acceptation multiculturelle et interreligieuse ;

- développer des programmes de sensibilisation et d'éducation citoyenne conçus pour les jeunes en vue d'éviter leur oisiveté, facteur de tentations diverses ;
- encourager le travail des associations et des organisations de la société civile pour cultiver la tolérance et la paix.

D'autre part, dans l'Oudalan, l'État est généralement perçu de manière positive, avec un niveau relativement haut de confiance quant à son rôle pour assurer la sécurité de la zone à travers l'armée. Pour le renforcer, il lui est notamment demandé de prendre un certain nombre de mesures, dont les plus récurrentes sont : l'accroissement de la présence des forces de sécurité et de leurs patrouilles dans la bande frontalière et l'installation de bases militaires dans toutes les communes ; et l'implication des populations dans la sécurisation de la zone.

Il convient de souligner que près de 92% des enquêtés estiment que la présence de forces armées est rassurante. Depuis 2014, suite à l'attaque de la mine de Tambao dans la région, l'État essaie de renforcer la sécurité. Il a déjà installé trois bases militaires à Déou, Tin-Akhof et Markoye. La confiance accordée aux forces de sécurité s'explique par le niveau de dissuasion que celles-ci peuvent avoir sur d'éventuelles menaces d'insécurité.

« Avec la présence de la gendarmerie, ils [les bandits, les groupes armés] ont peur de venir nous attaquer. Ils se limitent dans les villages voisins » (propos d'un homme de 45 ans, Tin-Akhoff, 10 juin 2015).

Le Préfet de Markoye que nous avons rencontré a confirmé le renforcement récent du dispositif de sécurité :

« Depuis l'enlèvement du travailleur roumain de la mine de Tambao, nous avons aussi un détachement militaire à cinq kilomètres d'ici, et un contingent de gendarmerie. De ce fait, on peut parler de climat serein : il n'y a pas de peur et c'est un premier élément de tranquillité de la population qui mène ses activités quotidiennes ».

Cette confiance, à l'égard des forces nationales de sécurité, est à peu près la même pour les forces de sécurité extérieures. Ainsi, 87% des personnes enquêtées sont favorables au déploiement de forces de sécurité africaines en cas de conflit. Il en est de même pour le déploiement des forces de sécurité occidentales avec 78% d'avis favorables. Les raisons pour un déploiement éventuel des forces africaines, qui sont multiples et diverses, vont dans le sens du renforcement de la sécurité, comme en attestent différents enquêtés :

« Elles ne feront qu'apporter un soutien à nos forces » ;

« On les accepte comme nos frères, l'Afrique doit s'entraider » ;

« Ces troupes connaissent le problème africain des frontières ».

Les raisons évoquées pour accepter le déploiement des forces occidentales en renfort vont dans le sens de la capitalisation des capacités en matière d'expérience et de logistique, notamment :

« Les Occidentaux ont la technique de la résolution des conflits » ;

« Ces forces nous seront utiles sur le plan logistique » ;

« Elles ont les moyens pour appuyer nos propres forces » ;

« Elles sont mieux formées sur le plan militaire par rapport à nos troupes. Nous sommes prêts à les accueillir »

(propos recueillis auprès de différents enquêtés)

Cependant, une méfiance persiste chez une minorité de nos enquêtés qui n'accordent pas de crédit à ces forces extérieures en raison du risque que cette présence étrangère implique :

« Au Mali à côté, beaucoup de gens se plaignent des troupes étrangères, car elles ne font pas souvent leur mission et même elles pillent les populations » ;

« L'histoire de la Centrafrique montre que les Occidentaux ne sont pas fiables » ;

« Ils n'ont qu'à nous donner le matériel, nous former et nous laisser gérer, sinon ils profitent pour épier nos sous-sols pour plus tard contrôler nos richesses » ;

« Il faut qu'on essaie de nous responsabiliser nous-mêmes. Si à chaque fois qu'il y a des problèmes nous faisons appel aux personnes qui, je dirais, n'ont aucune connaissance de nos réalités, ça sera extrêmement difficile. Je prends le cas du Mali, ou de l'Azawad qui est confronté au gouvernement malien, à chaque fois il faut faire appel à la France et à d'autres pays. Vous conviendrez avec moi que l'Azawad est reconnue comme une zone extrêmement riche en gaz comme en pétrole. Donc il est évident que ces pays soutiennent cette rébellion pour après en bénéficier »

(propos recueillis auprès de différents enquêtés)

ROLES DES FEMMES ET DES JEUNES

Ce qu'il faut retenir :

- Vulnérables, ignorées, éducatrices ou conseillères, les femmes voient leur rôle dans la prévention et la lutte contre l'insécurité sous-exploité. La mise en place de causeries spécifiques pourrait permettre de progresser.
- L'enjeu de la place et du rôle des jeunes pour prévenir l'insécurité et l'extrémisme violent est primordial au Burkina Faso. L'accent doit être mis sur le dialogue intergénérationnel pour prendre en compte les revendications et le besoin de reconnaissance des jeunes. Les leaders religieux et communautaires peuvent être un atout dans cette voie.
- L'État doit renouer la confiance avec les jeunes via un plan de développement convaincant pour l'Oudalan, et la région du Sahel plus largement. Les effets du chômage et de la pauvreté sont exacerbés par le sentiment de marginalisation, et forment le terreau du recrutement des jeunes par les groupes criminels, et potentiellement jihadistes.

1. Le rôle d'éducation des femmes malgré leur vulnérabilité

« Ce sont des éducatrices, donc elles peuvent mener un travail de changement des mentalités » (propos d'une femme de 45 ans, leader d'association féminine, Gorom-Gorom, juin 10 2015).

Les enquêtés (88%) estiment que les femmes sont les plus exposées en cas d'insécurité même si d'autres (12%) pensent que tout le monde sans exception est victime de ce phénomène. La faible autonomie des femmes, leur faible scolarisation et leur manque d'accès aux sources d'information sont autant de raisons qui les exposent à l'insécurité. Une femme, commerçante et femme au foyer, témoigne de cette vulnérabilité :

« Oui, nous sommes exposées. Nous ne pouvons pas nous déplacer librement de peur d'être violées ou braquées. Prenons mon cas : actuellement je ne peux même pas aller dans le village voisin chercher du poisson pour le revendre ».

Un homme, chef de famille et travaillant dans le secteur privé, donne son explication :

« À mon avis, tout le monde est vulnérable, mais les femmes le sont encore plus car elles ont moins de force. Elles ne peuvent s'échapper que difficilement et, très souvent, elles cherchent d'abord à protéger leurs enfants ».

Une réfugiée malienne atteste que la femme est en première ligne des victimes directes et collatérales de l'extrémisme violent :

« Parmi les victimes, il y a les femmes et puis, bien sûr, les enfants qui sont avec les femmes. Je pense que tout retombe toujours sur la femme : l'insécurité et la violence, les ménages et les biens détruits, les foyers brisés. L'homme peut toujours aller ailleurs et se remarier... C'est toujours la femme qui paye le lourd tribut. Je pense que tout est basé sur la femme en matière d'insécurité et de violence, ressenties très fortement dans le Sahel, que ce soit au Niger, en Mauritanie, en Algérie ou au Burkina. Il y a des moments où c'est trop grave, et des moments où on a peur... ».

L'étude a permis de dégager ce que les femmes pensent de leur engagement éventuel contre la radicalisation. Une femme réfugiée malienne défend l'idée selon laquelle :

« La femme a un très grand rôle à jouer. C'est un élément clé dans la violence et la paix, mais elle est sous-estimée en Afrique. Chez nous, en milieu touareg, la femme est un noyau de la société ; il y a des femmes qui donnent de bons conseils, il y a des femmes écoutées, il y a des femmes qui peuvent apporter beaucoup de choses pour la paix. Si la femme est investie pour la paix, je pense que ça va porter ses fruits ».

Si la femme venait à bénéficier de formation et d'outils de gestion de conflits, elle serait l'axe par lequel la lutte serait efficace. Puisque c'est elle qui éduque le plus souvent les enfants, la femme a l'opportunité d'inculquer les bonnes valeurs de la société à ses enfants :

« Nous pouvons sensibiliser nos enfants au danger qui existe, leur dire qu'ils doivent s'en méfier. À leur tour, ils pourront sensibiliser leurs camarades » (propos d'une enquêtée).

Au foyer, elles ont aussi la possibilité d'influencer les décisions du chef de famille :

« La femme est très importante chez nous. On voit que c'est la femme qui peut arranger les choses comme elle peut les détruire. Les femmes peuvent sensibiliser les hommes pour qu'ils évitent la violence » (propos d'une enquêtée).

Cependant, toutes les femmes ne sont pas convaincues de leur rôle face aux mentalités des hommes qui voient en elles un être secondaire et faible :

« Je ne sais pas ! C'est toujours les hommes qui décident ici au village » (propos d'une enquêtée).

« Je ne sais pas si les femmes pourront contribuer à faire baisser les violences car les violences qu'il y a actuellement sont dues à des intérêts égoïstes et personnels » (propos d'un enquêté).

Quant aux hommes, si certains sont favorables à leur rôle d'éducatrice et de conseillère, d'autres sont catégoriques et ne voient pas ce qu'elles peuvent faire dans une affaire qui ne concerne que les hommes. *« Je ne vois pas bien leur rôle dans cette affaire »* s'étonne un enquêté de la quarantaine de niveau secondaire et vivant à Gorom-Gorom. Le propos de cet enquêté reflète cette tendance :

« C'est difficile pour elles de jouer un rôle. Elles ne sont pas responsables, donc elles ne décident pas ».

Dans le Sahel, on peut consentir d'énormes sacrifices pour avoir une femme. Une fois « acquise », elle reste souvent maltraitée et sous-estimée. A ce titre, certaines enquêtées ne sont pas conscientes du rôle qui pourrait être le leur :

« Je n'ai jamais assisté à une causerie entre femmes à ce propos et je ne sais pas ce qu'elles peuvent faire » (propos d'une enquêtée).

2. Le rôle incertain des jeunes

« Pour nous, c'est le désœuvrement qui expose les jeunes à ces gens qui viennent les voir pour leur mettre des choses dans la tête et les entraîner dans de mauvaises activités. Si les jeunes avaient du travail et si on les sensibilisait davantage, cela leur permettrait de rester à l'écart de ces groupes » (propos d'un jeune, entretien de groupe avec des jeunes, Gorom-Gorom, le 09 juin 2015)

La place et le rôle des jeunes pour prévenir le développement de l'insécurité et de l'extrémisme violent est l'enjeu principal au Sahel burkinabé. Presque tous les jeunes que nous avons rencontrés, et même les vieux, reconnaissent leur rôle potentiel dans la prévention, à condition d'être intégrés.

« Les jeunes peuvent jouer un grand rôle s'ils reçoivent des formations et du travail... » (Jeune de 30 ans membre d'une association, Gorom-Gorom, 9 juin 2015).

38% des enquêtés pensent que la parole des jeunes n'est pas écoutée. L'écoute des jeunes par les aînés permettrait cependant de prendre en compte leurs besoins et de prévenir la tentation de rechercher de la reconnaissance ailleurs. Cette situation pourrait en effet potentiellement tourner à l'avantage de groupes criminels ou extrémistes. Dans ces sociétés traditionnelles, il convient de trouver un cadre de dialogue et d'écoute pour mieux traiter les enjeux rapportés par les propos transcrits dans cette section.

« Les jeunes doivent se conseiller entre eux pour dissuader ceux qui sont tentés ou qui veulent faire le jihad » ;

« Les anciens doivent impliquer les jeunes dans toutes les sphères de décision et les faire participer aux activités communautaires » ;

« Il y a des jeunes qui entreprennent des activités comme le thé-débat et les campagnes de sensibilisation. Nous avons eu à faire un concert sur la paix après les événements de 2011. Ce sont les moyens qui nous manquent pour entreprendre d'autres activités »

(propos recueillis lors d'un entretien de groupe avec des jeunes, Gorom-Gorom, 9 juin 2015).

Les propos suivants résument toute la problématique du lien qu'il y a entre pauvreté, chômage et engagement potentiel des jeunes dans les groupes criminels ou jihadistes :

« Beaucoup de jeunes qui sont au chômage partent. Ils se débrouillent pour trouver des réseaux mafieux et pour pouvoir vivre. Beaucoup d'entre eux se lancent dans ces réseaux pour subvenir à leurs besoins. Je crois que c'est ça la principale cause » (propos d'un jeune, entretien de groupe avec des jeunes, Gorom-Gorom, 9 juin 2015) ;

« Quelqu'un qui est pauvre il est à la merci de tout le monde. Ils [Au Mali, les jihadistes] ont donné des moyens à la jeunesse. Finalement, les jeunes qui ne voulaient pas se lancer avec eux ont vu que leurs activités étaient lucratives et se sont lancés aussi, non pas pour le djihad mais par nécessité. Ils voulaient vraiment subvenir à leurs besoins. C'est pourquoi ils se lancent dans ces activités... » (propos d'un jeune réfugié malien).

C'est la même pensée qui est exprimée par les femmes lors des entretiens de groupe réalisés avec elle à Gorom-Gorom et à Dori et qui se reflète dans le propos d'une enquêtée :

« [...] Quand tu es pauvre alors que tu veux t'acheter de bonnes choses et que ces gens-là viennent trouver les jeunes qui prennent le thé et restent assis à ne rien faire... ils réussissent très facilement à les embarquer dans leurs méfaits ».

A la question de savoir « À quoi rêve-t-on ici quand on a 20 ans ? », les réponses ressemblent invariablement au propos de ces trois jeunes enquêtés :

« Quand on va au village, en dehors du cadre moderne, le premier souci est de se marier et d'avoir une activité, comme être berger ou cultivateur. Si on quitte le cadre du village pour la ville, il te faut des diplômes si tu es allé à l'école. Sinon, il te faut du travail et ensuite fonder une famille » ;

« Au-delà du mariage, il faut chercher un l'emploi en tant qu'éleveur ou cultivateur. Sinon il faut quitter son lieu d'origine pour aller chercher l'emploi ailleurs et ça peut signifier l'exode ou l'émigration. Les gens partent généralement en Côte d'Ivoire ou au Mali pour travailler sur les sites d'orpaillage » ;

« Bien que l'on soit dans une zone d'élevage, tout est cher et la nature n'est plus aussi généreuse qu'avant. Donc il faut chercher à soutenir les parents pour pouvoir préserver le cheptel qui est notre héritage. Ici, avoir un animal c'est notre identité et cela nous permet d'avoir un statut dans la société ».

Ces rêves légitimes de travail et de mariage, qui implique des ressources financières, sont la source de frustrations. Celles-ci sont accentuées par le sentiment de marginalisation de la région du Sahel burkinabé par le gouvernement qui n'œuvre pas suffisamment à son développement. C'est un sentiment assez fort et entretenu, qui entraîne une méfiance systématique à l'égard des actions de l'État, d'autant plus lorsque la redistribution des ressources ne semble pas équitable.

« Il y a beaucoup de choses que nous n'avons pas dans l'Oudalan. Pourtant, notre province est assez riche pour offrir ce que d'autres ont ailleurs, comme par exemple une route. Quand les jeunes revendiquent pacifiquement mais n'obtiennent pas ce qu'ils veulent, est-ce qu'on peut leur en vouloir d'avoir recours à la violence pour revendiquer leur droit ? » (propos d'un jeune leader, Gorom-Gorom de 25 ans, 9 juin 2015).

Les jeunes les plus instruits, qui peinent à accéder aux types d'emplois auxquels ils estiment avoir droit, ont souvent le sentiment de mériter une vie meilleure. Pendant l'enquête, un mouvement d'humeur se préparait contre les recrutements au sein de la mine d'or d'Essakane qui ne favoriseraient pas les jeunes de la région. Il convient de signaler que le gouvernement a créé un pôle de croissance de la région du Sahel basé sur la présence de l'activité minière et de l'élevage. Il est important de soutenir les efforts de suivi de ce pôle.

Nous avons rencontré un jeune leader dans un camp de réfugiés maliens et il nous livre ici son analyse de l'implication des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent. Il souligne le rôle que peuvent jouer les leaders religieux ou coutumiers :

« Je me souviens chez moi au Mali où j'étais élève maître, on nous a beaucoup parlé de Luther King et de Gandhi qui ont pacifié leurs communautés. On peut aussi mener notre révolution, changer la mentalité des gens et défendre notre droit par des moyens pacifiques. Je crois que nous les jeunes, nous devrions prendre pour exemple la mentalité d'hommes hors du commun. On doit vraiment nous éduquer dans ce sens-là.

On doit utiliser tous les moyens, c'est-à-dire qu'il faut impliquer tout le monde, et la religion aussi. Surtout, il faut beaucoup parler d'islam et sensibiliser les imams ».

On peut relever que pour 93% des enquêtés, les responsables religieux/les autorités locales/les chefs traditionnels prennent des mesures pour lutter contre l'extrémisme violent.

Les échanges rapportent enfin des frustrations qui dépassent le cadre national pour dénoncer le système mondial, à l'instar du propos ci-dessous :

« Nous les jeunes Africains, nous sommes en train de prendre conscience et de comprendre que pendant longtemps l'Occident nous a exploités et qu'il continue de le faire. Pour preuve, la Côte d'Ivoire est le premier pays producteur de cacao, mais elle ne possède aucune unité de transformation de cacao et son prix est fixé à Londres... Et en Guinée, quand le capitaine Dadis Camara a décidé de retirer tous les contrats d'exploitation des mines, il n'a pas duré au pouvoir. Nous cultivons notre coton, qui fixe le prix et décide de notre pourcentage ? Ce n'est pas possible. Aucune société africaine ne peut aller en Europe ou aux États-Unis exploiter un champ de maïs et vouloir imposer ses conditions comme cela se fait ici » (propos d'un jeune leader, Gorom-Gorom).

QUE FAIRE ?

Sur la base des perceptions recueillies auprès des enquêté(e)s et des observations réalisées sur le terrain, étayées par des analyses et des discussions avec différents acteurs pertinents, les thèmes de réflexion suivants se dégagent :

Thème de réflexion 1 : faciliter le développement et le désenclavement de la région du Sahel du Burkina Faso en collaboration avec les pays voisins

Face au constat de la présence de facteurs structurels pouvant faciliter le recrutement de sympathisants à des causes criminelles ou extrémistes, le gouvernement doit renforcer sa politique de développement en faveur de la région sahélienne. Dans un objectif de prévention, différentes actions pourraient être mises en œuvre :

- désenclavement de la région grâce à la construction de routes bitumées ;
- aménagement de grands espaces d'élevage qui facilite cette activité et sa coexistence avec les autres activités de subsistance ;
- développement économique pour offrir de nouvelles opportunités de travail aux jeunes ;
- poursuite des politiques de scolarisation des enfants ;
- poursuite du renforcement de la relation de confiance entre les populations et l'État comme acteur de la sécurité (accroissement du nombre de bases militaires, de postes de police et de gendarmerie au niveau frontalier ; lutte contre les trafics ; formation adéquate des forces de sécurité pour plus de professionnalisme et de rigueur).

Ces actions pourraient être menées en prenant en considération la relativisation de la frontière par les enquêtés. Une approche du développement concertée avec les pays voisins serait utile.

Thème de réflexion 2 : ouvrir des espaces de dialogue afin de faciliter la prévention et/ou la gestion de l'insécurité et de l'extrémisme violent

Partant du constat de dynamisme des organisations de la société civile et de l'influence importante des leaders religieux et coutumiers sur les populations, un travail conjoint permettrait le renforcement du dialogue interreligieux et communautaire (gestion des ressources pastorales et échanges intergénérationnels par exemple). De manière complémentaire, la mise en place de soirées « causeries et débats » à l'attention particulière des jeunes et organisées par des jeunes pourrait être promue.

Ce cadre concerté d'action, pour lequel un discours de prévention serait élaboré, permettrait également de solliciter l'État lorsqu'il y a des risques de dérapage. L'école pourrait également être appuyée dans son rôle d'éducation citoyenne.

Thème de réflexion 3 : œuvrer de concert avec les médias dans les activités de développement et de prévention de l'insécurité

En complément des thèmes de réflexion mentionnés plus haut, un cadre d'échanges réguliers entre l'État, les médias et les organisations de la société civile pourrait faciliter la définition et l'impact de messages communs en faveur du développement, de la prévention de l'insécurité et de l'éducation citoyenne.

Afin que cela soit pertinent dans les zones frontalières, un travail parallèle pourrait être mené pour améliorer la couverture médiatique et renforcer les capacités des médias. Ces investissements seraient

d'autant plus productifs que les médias locaux de la zone d'enquête sont apparus très actifs et engagés au niveau communautaire. Enfin, au niveau national, la régulation des discours médiatiques peut être renforcée pour éviter tout risque de dérive, source de division et de violence.

© 2016 – Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



From
the People of Japan



*Empowered lives.
Resilient nations.*